

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CARREFOUR BANQUE

Société anonyme au capital de 151 332 529,92 €
Siège social : ZAE Saint Guénault, 1 Rue Jean Mermoz – 91000 Evry-Courcouronnes
313 811 515 RCS Evry
(Exercice social du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.)

**Comptes annuels et comptes consolidés approuvés
par l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2025.**

A. — Comptes Sociaux**I. — Bilan au 31 décembre 2024**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2024	2023
Caisse, banques centrales		828 174	291 366
Effets publics et valeurs assimilées		-	-
Créances sur établissements de crédit	2_4	158 379	937 372
Operations avec la clientèle	3_4	1 120 934	1 216 645
Obligations & autres titres de revenu fixe	5	556 182	559 413
Actions & autres titres de revenu variable	5	4	4
Participation et autres titres détenus à long terme	5	548	713
Parts dans les entreprises liées	8	1 663	1 700
Crédit-bail et location avec option achat		-	-
Location simple		-	-
Immobilisations incorporelles	9	116 749	112 903
Immobilisations corporelles	9	977	1 735
Capital souscrit non versé		-	-
Actions propres		-	-
Autres actifs	10	67 560	50 372
Comptes de régularisation	10	122 530	152 495
Total actif		2 973 699	3 324 718

Passif	Notes	2024	2023
Banques centrales		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	2_4	388 645	361 676
Operations avec la clientèle	4	403 473	288 686
Dettes représentées par un titre	6_7	1 559 009	2 043 975
Autres passifs	11	48 523	62 209
Comptes de régularisation	11	71 057	62 468
Provisions	12	24 540	24 695
Dettes subordonnées		-	-
Fonds / risques bancaires généraux	13	3 735	3 735
Capitaux propres hors FRBG	14	474 717	477 273
Capital souscrit		151 333	101 347
Prime d'émission		207 110	207 110
Réserves		135 356	135 356
Ecart de réévaluation		-	-
Provisions réglementées	12	-	0
Report à nouveau		33 460	34 782
Résultat de l'exercice		- 52 542	-1 322
Total passif		2 973 699	3 324 718

Hors-bilan	Notes	2024	2023
Engagements donnés	15_16	3 089 753	3 489 001
Engagements de financement		1 977 868	1 957 767

Engagements sur instruments financiers à terme		692 500	1 112 000
Engagements de garantie		5 385	5 235
Engagements sur titres		414 000	414 000
Engagements reçus	15_16	4 664 115	4 728 615
Engagements de financement		1 575 000	1 625 000
Engagements sur instruments financiers à terme		2 789 000	3 103 500
Engagements de garantie		300 115	115
Engagements sur titres		-	-

II. - Compte de résultat au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros)	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	17	244 018	208 113
Intérêts et charges assimilées	17	- 180 749	-152 373
Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées			
Produits sur opérations de location simple			
Charges sur opérations de location simple			
Revenus des titres à revenu variable		49 817	52 222
Commissions (produits)	18	63 287	61 286
Commissions (charges)	18	- 16 244	-17 191
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	22	- 6 935	-12 786
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	22		
Autres produits d'exploitation bancaire	19	61 255	58 465
Autres charges d'exploitation bancaire	19	- 11 682	-11 897
Produit net bancaire		202 767	185 840
Charges générales d'exploitation	20	- 122 943	-119 394
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		- 8 005	-5 569
Résultat brut d'exploitation		71 819	60 877
Coût du risque	21	- 118 308	-54 868
Résultat d'exploitation		-46 489	6 009
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	23	- 186	0
Résultat courant avant impôt		-46 675	6 009
Résultat exceptionnel		- 6 075	-7 282
Impôt sur les bénéfices		209	-49
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées		-	0
Résultat net		-52 542	-1 322

III. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. – Principes et méthodes comptables (comptes sociaux)

A. — Faits marquants de l'exercice clos au 31/12/2024

1. – Augmentation de capital :

A la date du 1^{er} mars 2024, Carrefour Banque a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 49 985 573,20 euros (souscrite à 60 % par Carrefour et 40 % par BNP Personal Finance), par élévation de la valeur nominale des 6 614 184 actions composant le capital social de la société.

2. – GEPP :

Un nouveau dispositif de réorganisation du réseau commercial et des fonctions sièges (GEPP – Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) a été initié sur l'exercice 2024.

Une provision, nette des charges, a été comptabilisée dans les comptes pour un montant de 5,76 millions d'euros.

3. – Cessions de créances sur des dossiers en surendettement :

Le 26 octobre 2024, Carrefour Banque a procédé à la vente de 8 849 créances en surendettement pour 35,5 millions d'euros qui était provisionné à hauteur de 25,8 millions d'euros.

Le prix de cession s'élève à un montant de 8,4 millions d'euros.

4. – Cessions de dossiers pertés :

En date du 17 décembre 2024, Carrefour Banque a procédé à la cession concernant 3 796 créances déjà constatés en pertes lors des exercices antérieurs (entre 2017 et 2022).

Le prix de vente global s'élève à un montant de 0,2 millions d'euros.

5. – TUP La Financière Pass :

En date du 4 décembre 2024, Carrefour Banque a procédé à l'intégration de sa filiale La Financière Pass, dans ses comptes clos au 31 décembre 2024, suite à la Transmission Universelle de Patrimoine.

Le boni de liquidation s'élève à un montant de 0,1 millions d'euros.

B. — Présentation des comptes annuels

Les comptes annuels 2024 ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions réglementaires, en particulier celles prévues par le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire.

Sauf mentions contraires, tous les montants en annexes sont exprimés en milliers d'euros.

C. — Crédits à la clientèle**1. – Encours sains**

Les crédits à la clientèle portés au bilan comprennent : le capital restant dû à la date d'arrêté, auquel s'ajoutent les intérêts, indemnités et primes d'assurances échus, ainsi que ceux qui sont courus et non échus à cette même date.

Les intérêts courus sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Dans les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2024, il a été appliqué une segmentation plus fine des encours sains afin d'isoler dans des comptes dédiés les créances dégradées et les créances restructurées.

— Les créances dégradées sont des créances considérées comme saines en normes françaises mais pour lesquelles, il existe une détérioration du risque de crédit depuis l'origine.

A noter qu'aucune contagion ne s'applique pour le passage d'une créance de « saine » à « dégradée » d'une même contrepartie.

— Les créances restructurées sont des créances qui font l'objet de mesures de renégociation, consistant en des concessions envers la clientèle qui éprouve ou est sur le point d'éprouver des difficultés à honorer ses engagements financiers.

Le règlement ANC 2014-07 (Art. 2221-5) demande aux établissements bancaires d'identifier les créances restructurées « du fait de la situation financière du débiteur » dans les systèmes d'information.

2. – Encours douteux

Les encours douteux sont des encours dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Chez Carrefour Banque sont considérées comme des encours douteux les catégories suivantes :

- Les encours contentieux ;
- Les encours en plan surendettement en impayé ou caduques ;
- Les encours en dépôt surendettement ;
- Les dépôts de surendettement en orientation perte et redressement personnel (PRP) ;
- Les dossiers jugés octroyés frauduleusement ;
- Les encours en impayé depuis plus de 90 jours consécutifs au moins (hors produits restructurés) - basé sur un compteur qui itère 90 jours consécutifs de retard de paiement ;
- Les encours en impayé depuis plus de 30 jours consécutifs au moins pour les produits restructurés (NPE) ;
- Les encours en dépassement de découvert autorisé (DMA) depuis 90 jours consécutifs au moins ;
- Application du principe de contagion (conformément à l'article 2221-7 du règlement ANC 2014-07).

Pour se conformer à la réglementation ANC (Art. 2221-8), Carrefour Banque distingue dans ses comptes sociaux les encours douteux non compromis et les encours douteux compromis.

- Les encours douteux non compromis sont les encours porteurs d'un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes : existence d'un ou plusieurs impayés depuis au moins 90 jours et/ou des caractéristiques telles qu'indépendamment de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie se traduisant par un risque de non-recouvrement.
- Les encours douteux compromis (Art. 2221-8), il s'agit des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels un passage en perte à terme est envisagé. Cela permet de prendre en compte tous les dossiers présentant un risque de non-recouvrement, qu'ils soient actuellement en contentieux ou qu'ils aient déjà fait l'objet d'une procédure contentieuse.

Règles de passage à perte des encours :

En cas d'impossibilité de recouvrer en amiable ou par l'aide d'un titre exécutoire, soit par le fait du débiteur ou d'une décision de justice, nous procédons à un passage à perte de la créance. Les provisions constatées sont alors reprises en contrepartie de la perte enregistrée.

Conformément aux dispositions des articles 2111-1 à 2171-1 du Livre II – Titre 1, relatif à la comptabilisation des commissions reçues par un établissement de crédit et des coûts marginaux de transaction à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, Carrefour Banque étale depuis le 1^{er} janvier 2010, les commissions d'apporteurs d'affaires versées à l'occasion de l'octroi d'un crédit, sur la durée de vie effective de ce crédit.

3. – Dépréciation du risque de crédit

A compter de l'exercice 2024, Carrefour Banque a procédé à un changement d'estimation pour la comptabilisation des provisions pour risque de crédit, désormais évaluées à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés et restructurés et des encours en défaut également.

En cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédit attendues, retenues depuis l'application de la norme IFRS dans les comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2018, Carrefour Banque a revu les modalités d'estimation des provisions pour risque de crédit dans ses comptes sociaux.

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation. A l'exception de la perte en cas de défaut, les paramètres sont calibrés selon la segmentation des encours clients – celle-ci étant établie en fonction des produits distribués par chaque entité (prêts personnels, cartes de crédit / crédits renouvelables et crédits affectés) – sur la base des informations historiques et en prenant en compte des éléments de nature prospective (à travers le paramètre de Forward Looking appliqué aux stages 1 et 2). Les pertes de crédit attendues sont calculées sur un horizon de 12 mois pour les encours classés en catégorie 1 et à maturité pour les encours classés en catégories 2 et 3.

Carrefour Banque a décidé de comptabiliser les provisions pour créances dégradées et restructurées en tant que provisions en déduction de l'actif pour permettre une meilleure représentation de la valeur nette des créances et une meilleure harmonisation avec les comptes consolidés.

Dans la continuité des exercices précédents, les provisions pour créances douteuses sont elles aussi comptabilisées en déduction de l'actif.

Conformément aux dispositions des articles 2211-1 à 2251-13 du Livre II – Titre 2 du règlement n°2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, Carrefour Banque procède à l'actualisation (aux conditions d'origine du crédit) des flux recouvrables dans le cadre du calcul des dépréciations pour créances douteuses.

En outre, Carrefour Banque applique les dispositions dudit règlement pour le calcul de la décote sur les crédits restructurés, par l'utilisation d'une référence au taux d'origine.

L'effet de l'actualisation des flux recouvrables pour le calcul des dépréciations et l'application du calcul de la décote impacte le produit net bancaire.

Enfin, les agios douteux et indemnités de retard comptabilisés en produit net bancaire et par ailleurs dépréciés via le coût du risque, sont neutralisés dans le produit net bancaire

D. — Titres de placement

Conformément au règlement ANC n°2014-07, relatif à la comptabilisation des opérations sur titres, les titres de placement figurent au bilan à leur prix d'acquisition. Ils sont dépréciés le cas échéant pour tenir compte de leur valeur de marché à la date d'arrêt. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

E. — Immobilisations financières

Les titres de participation figurent au bilan à leur prix de revient. Le cas échéant les titres sont dépréciés pour tenir compte de leur valeur d'utilité.

F. — Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations figurent au bilan pour leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie économique prévue du bien :

- licences et logiciels : entre 3 et 8 ans ;
- matériels informatiques : entre 3 ans et 5 ans ;
- agencements et installations : entre 5 et 8 ans ;
- autres immobilisations : entre 3 et 10 ans.

Le droit au bail n'est pas amorti, mais fait l'objet de tests de dépréciation une fois par an et en cas d'indices de perte de valeur.

G. — Instruments financiers à terme

Afin de couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt, Carrefour Banque anime un portefeuille de dérivés de taux d'intérêt. Ces dérivés sont traités par Carrefour Banque face à des contreparties bancaires de premier rang et composés principalement de swaps et d'options de taux vanilles (notamment « collars »). Du fait de son accès au marché des dérivés et afin de mutualiser les coûts correspondants, Carrefour Banque négocie également des couvertures de taux pour le compte des entités Servicios Financieros en Espagne et Fimaser en Belgique. Les deux entités SFC et Fimaser conservent cependant la gouvernance de leur gestion du risque de taux.

Les résultats dégagés sur les dérivés sont comptabilisés symétriquement aux résultats des éléments couverts. Certaines opérations de couverture peuvent générer de manière limitée et temporaire des positions ouvertes. Ces positions font l'objet à l'arrêté des comptes d'une évaluation. Les éventuelles pertes latentes donnent lieu à la constitution d'une provision. Les instruments utilisés au 31 décembre sont représentés en notes 15 et 16. Les engagements en valeur nominale font l'objet d'une inscription en hors bilan.

H. — Refinancement de l'activité

Carrefour Banque a conservé un bon accès à la liquidité en 2024, via ses émissions de titres NEU CP et NEU MTN sur les marchés de capitaux.

Le 17 avril 2024 et le 2 mai 2024, Carrefour Banque a également réalisé deux opérations de pension livrée (pour un montant total de 366 M€) afin de refinancer les titres Columbus détenus à son bilan et émis par Servicios Financieros Carrefour.

L'horizon de survie de la banque dans un scénario de fermeture totale des marchés financiers ressort à 22 mois à fin décembre, au-dessus de la cible minimale à 12 mois.

I. — Engagements de retraite

Carrefour Banque verse une indemnité à ses salariés au moment de leur départ à la retraite, calculée sur l'ancienneté acquise à l'intérieur du Groupe Carrefour.

Cet engagement est calculé sur une base actuarielle prenant en compte les facteurs de rotation du personnel, de mortalité et de croissance des salaires et des charges ; il est comptabilisé en provision.

Les écarts actuariels sont donc comptabilisés en compte de résultat sur l'exercice constaté.

J. — Conversion des opérations libellées en devises

Ces opérations suivent les règles édictées par les dispositions des articles 2711-1 à 2731-1 du Livre II – Titre 7 relatif aux opérations en devises.

Tous les éléments d'actif, de passif et de hors-bilan exprimés en devises sont convertis en euros au cours de change en vigueur à la date d'arrêté des comptes.

Les produits et charges sont convertis en euros au cours du jour de l'opération.

Les gains ou pertes de change, qu'ils soient latents ou définitifs, sont constatés en fin de période au compte de résultat et constituent le résultat de change.

Il est à noter qu'il n'y a pas d'opération en devise chez Carrefour Banque.

K. — Impôt sur les bénéfices

Carrefour Banque est la société tête de Groupe du périmètre d'intégration fiscale.

Chaque société intégrée fiscalement est replacée dans la situation qui aurait été la sienne si elle avait été imposée séparément.

L'économie ou la charge d'impôt complémentaire résultant de la différence entre l'impôt dû par la filiale intégrée et l'impôt résultant de la détermination du résultat d'ensemble est enregistrée par Carrefour Banque.

Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 25 %. La contribution additionnelle sur les bénéfices est de 3,3 % de l'impôt au droit commun abatement fait de 763 000 euros. L'impôt dû est déterminé avant imputation des réductions et crédits d'impôt et des créances fiscales de toute nature.

L. — Evénement postérieur à la clôture

Suivant acte sous seing privé en date à Paris du 14 avril 2025, la Société CARREFOUR BANQUE a cédé à la Société LUCYA la totalité de son fichier clients et de son portefeuille de contrats d'assurance vie dépendant de son fonds de commerce.

La date de l'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1^{er} avril 2025.

N. — Proposition d'affectation du résultat

La proposition d'affectation du résultat soumise à l'assemblée générale mixte est la suivante :

- le déficit net comptable de l'exercice social clos le 31 décembre 2024 », soit -52.541.731,60 euros, imputée au poste « Report à Nouveau » dont le solde deviendrait débiteur à hauteur de -19.081.866,92 euros.

Notes sur le bilan

Note 2. – Créances et dettes sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Actif		
Comptes ordinaires, comptes et prêts au jour le jour	35 244	47 837
Comptes et prêts à terme	123 135	889 535
Total	158 379	937 372
Dont créances rattachées	135	4 535
Dont opérations avec entreprises liées	-	-
Passif		
Comptes ordinaires, emprunts au jour le jour	19 875	30 558
Emprunts et comptes à terme	368 770	331 118
Total	388 645	361 676
Dont dettes rattachées	2 134	11 118
Dont opérations avec entreprises liées	-	-

Note 3. – Crédits à la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	176 882	146 257
Autres crédits à court terme	336 418	332 609
Crédit à moyen terme	168 437	188 510
Crédit à long terme	564 637	638 278
Total des prêts bruts à la clientèle	1 246 374	1 305 653
Dépréciation	-125 440	-89 008
Total des prêts nets à la clientèle	1 120 934	1 216 645

Crédits à la clientèle nets de provisions (En milliers d'euros)	Principal	Créances rattachées	31/12/2024	31/12/2023
Créances saines	1 062 086	7 781	1 069 866	1 159 358
Dont opérations avec entreprises liées	188 000	1 145	189 145	170 106

Dont créances dégradées et restructurées	110 576		110 576	27 399
Dépréciations	-30 340		-30 340	0
Taux de couverture	27 %		27 %	
Créances douteuses non compromises				
Valeur brute	114 424		114 424	107 610
Dépréciations	-50 500		-50 500	-61 830
Taux de couverture	44 %		44 %	57 %
Créances douteuses compromises				
Valeur brute	62 083		62 083	38 685
Dépréciations	-44 601		-44 601	-27 179
Taux de couverture	72 %		72 %	70 %
Valeur nette au bilan	1 113 153	7 781	1 120 934	1 216 645

Note 4. – Echancier des créances et dettes sur les établissements de crédit et sur la clientèle

(En milliers d'euros)	31/12/2024					
	A vue et non échéancé	Jusqu'à 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	+ de 5 ans	Total
Etablissements de crédit et institutions financières						
Actif	35 379	123 000	-	-	-	158 379
Passif	22 009	-	-	366 636	-	388 645
Autres concours à la clientèle	98 172	49 101	168 437	533 524	31 114	880 347
Prêts à la clientèle financière	91 145	98 000	-	-	-	189 145
Comptes ordinaires débiteurs	51 442	-	-	-	-	51 442
Total créances sur la clientèle (actif)	240 758	147 101	168 437	533 524	31 114	1 120 934
Total des opérations avec la clientèle (passif)*	403 473	-	-	-	-	403 473

* dont opérations avec entreprises liées

Note 5. – Actions, obligations et autres titres

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts d'OPCVM de placement	0	0
Dépréciation parts d'OPCVM de placement	0	0
Actions et autres titres de placement non cotés	4	4
Actions et autres titres de placement cotés	-	-
Autres titres à long terme	548	713
Obligations *	556 182	559 413
Total	556 734	560 129

* Obligations émises par le FCT Master Crédit Cards Pass, à échéance octobre 2025, souscrites par Carrefour Banque

- dont obligations subordonnées : 83 500 milliers d'euros

- dont obligations parts cédantes : 58 430 milliers d'euros

- dont créances rattachées : 22 milliers d'euros

* Obligations de la titrisation espagnole SFC : 414 000 milliers d'euros

- dont créances rattachées : 230 milliers d'euros

Note 6. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Certificats de dépôt	187 000	706 500
Autres titres de créances négociables	458 307	423 810
Emprunts obligataire	913 702	913 665

Total	1 559 009	2 043 975
Dont dettes rattachées	16 609	16 975
Dont opérations réalisées avec les entreprises liées	-	-

Note 7. – Echancier des dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros)	31/12/2024				
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ a 1 an	> 1 an ≤ a 5 ans	+ de 5 ans	Total
Certificats de dépôt	-	187 000	-	-	187 000
Autres titres de créances négociables	22 907	103 400	332 000	-	458 307
Emprunts obligataire	13 702	400 000	500 000	-	913 702
Total	36 609	690 400	832 000	-	1 559 009

Note 8. – Titres de participations et de filiales

(En milliers d'euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur comptable Brute	Dépréciations	Valeur comptable Nette	Valeur comptable Brute	Dépréciations	Valeur comptable Nette
Filiales et titres de participation non cotés						
FIMASER S.A.	-	-	-	-	-	-
SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR, E.F.C. S.A.	1 663	-	1 663	1 663	-	1 663
LA FINANCIERE PASS SAS	-	-	-	37	-	37
	-	-	-	-	-	-
Total	1 663	-	1 663	1 700	-	1 700

SERVICIOS FINANCIEROS CARREFOUR, E.F.C. S.A. domiciliée Carreta N-I, km 14,500 28108 ALCOBENDAS au capital de 18 567 438 euros.

Participation de CARREFOUR BANQUE dans le capital 6,797 %

Chiffre d'affaires exercice 2024 : 317 213 milliers d'euros en diminution par rapport à 2023

Résultat après impôt 2024 : -3 895 milliers d'euros en diminution de 111.3 % par rapport à 2023

Réserves, report à nouveau et prime d'émission avant affectation du résultat 2024 : 240 612 milliers d'euros.

Le FCT Master Crédit Cards Pass domicilié 41 rue Délizy 93500 PANTIN.

Les comptes du FCT Master Crédit Cards Pass sont consolidés par intégration globale dans les comptes du groupe CARREFOUR BANQUE.

La société LA FINANCIERE PASS SAS, domiciliée au 1, Rue Jean Mermoz - 91051 EVRY Cedex, filiale au capital de 37 000 euros.

La société Financière Pass a fait l'objet d'une TUP dans la société mère Carrefour Banque en date du 04 décembre 2024 et ne figure plus au bilan au 31 décembre 2024.

Note 9. – Immobilisations corporelles et incorporelles

(En milliers d'euros)	31/12/2023	Augmentations	Transferts	Diminutions	Autres mouvements	31/12/2024
Immobilisations brutes						
Immobilisations incorporelles en cours	11 161	11 298	-5 346	0	0	17 113
Immobilisations incorporelles	155 275	0	5 418	0	0	160 694
Immobilisations corporelles en cours	635	87	-324	304	0	94
Immobilisations corporelles	16 062	35	252	23	0	16 326
Total immobilisations brutes	183 134	11 421	0	327	0	194 227
Amortissements sur immobilisations incorporelles	53 534	7 524	0	0	0	61 058
Amortissements sur immobilisations corporelles	14 962	481	0	0	0	15 443
Total des immobilisations nettes	114 638	3 415	0	327	0	117 726

Note 10. – Autres actifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Actif		
Débiteurs divers groupe	32 636	23 189
Autres débiteurs divers	34 924	27 184
Total autres actifs	67 560	50 372
Valeurs à l'encaissement	53 486	60 372
Charges constatées d'avance	27 368	41 924
Produits à recevoir	41 675	50 198
Total comptes de régularisation	122 530	152 495

Note 11. – Autres passifs et comptes de régularisation

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2024	Solde au 31/12/2023
Passif		
Créditeurs divers groupe	21 199	34 506
Impôts et taxes	1 716	1 764
Dettes sociales	13 050	13 927
Fournisseurs	5 721	2 163
Autres créditeurs divers	6 837	9 849
Total autres passifs	48 523	62 209
Charges à payer	56 275	46 911
Produits constatés d'avance	14 782	15 557
Valeurs à l'encaissement	-	-
Total comptes de régularisation	71 057	62 468

Note 12. – Dépréciations et provisions

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Dépréciations des crédits à la clientèle*					
Dépréciations des encours sains dégradés et restructurés	0	30 280	-	-	30 280
Dépréciations des encours douteux non compromis et compromis	89 008	95 103	88 951	-	95 160
Total	89 008	125 383	88 951	0	125 440
Provisions					
Provisions pour retraites	7 863	1 094	1 283	-	7 674
Autres provisions**	16 833	10 903	10 871	-	16 866
Total	24 695	11 998	12 153	0	24 540
Provisions réglementées					
Amortissements dérogatoires	-	-	-	-	-
Provision réserve spéciale de participation	-	-	-	-	-
Total	0	0	0	0	0

*Dont la variation provient de l'application dans les comptes sociaux d'un changement d'estimation des provisions collectives des crédits à la clientèle, en cohérence avec les modalités d'estimation des pertes de crédits attendues calculées sur la base des encours sains dégradés.

Et de la variation composée d'une reprise de provision en lien avec la cession d'un portefeuille client en surendettement.

** Dont la variation est principalement composée de :

D'une dotation pour une provision pour restructuration de 6 224 milliers d'euros.

D'une dotation pour une provision pour litige avec des fournisseurs de 700 milliers d'euros.

D'une reprise de provision pour GPEC de 724 milliers d'euros

D'une reprise de provision pour restructuration sur le siège de 5 008 milliers d'euros.

D'une reprise de provision sur le run off Banca de 190 milliers d'euros

Note 13. – Fonds pour risques bancaires généraux

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Provisions des fonds pour risques bancaires	3 735	-	-	3 735

Note 14. – Capitaux propres hors FRBG

(En milliers d'euros)	Solde au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2024
Capital : 6 614 184 actions	101 347	49 986	-	151 333
Réserves et report à nouveau				
Prime d'émission	207 110	-	-	207 110
Bons de souscription d'actions	-	-	-	-
Réserves légales	10 135	-	-	10 135
Réserves statutaires	-	-	-	-
Autres réserves	125 221	-	-	125 221
Report à nouveau	34 782	-	1 322	33 460
Total réserves et report à nouveau	377 249	-	-	375 927
Total capitaux propres hors FRBG	478 596	-	-	527 259

Notes sur le hors-bilan

Note 15. – Crédits confirmés, cautions, avals et autres engagements reçus ou donnés

En milliers d'euros) (31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés	3 089 753	3 489 001
Ouverture de crédits confirmés en faveur de la clientèle	1 977 868	1 957 767
Engagements sur instruments de taux d'intérêt (Swaps)	692 500	1 112 000
Cautions, avals, autres garanties donnés d'ordre de la clientèle	5 385	5 235
- Dont garanties financières	5 385	5 235
Engagement sur titres	414 000	414 000
Engagements reçus	4 664 115	4 728 615
Engagements de financement reçus d'établissement de crédit	1 175 000	1 225 000
Engagements de financement reçus de la clientèle financière	400 000	400 000
Engagements sur instruments financiers à terme	2 789 000	3 103 500
Cautions, avals, autres garanties reçus d'établissement de crédit	300 115	115

La contribution annuelle de Carrefour Banque au Fonds de résolution unique (FRU) de l'Union européenne peut se faire, pour partie, sous forme d'un engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par un dépôt en espèces de même montant. Lorsque la résolution d'un établissement fait intervenir le fonds, ce dernier peut appeler tout ou partie des EPI reçus. L'engagement de paiement irrévocable est comptabilisé au hors bilan en tant qu'engagement donné au FRU. Ces engagements s'élèvent à 2.38 millions d'euros au 31 décembre 2023 (contre 2.03 millions d'euros au 31 décembre 2022). Les espèces versées en garantie font l'objet d'une rémunération et sont comptabilisées à l'actif en tant que dépôts de garantie sur le FRU.

Note 16. – Instruments financiers à terme

(En milliers d'euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur	Micro-couverture	Position ouverte isolée	Total	Juste valeur
Opérations fermes de gré à gré								
Swaps de taux d'intérêt	1 826 500	685 000	2 511 500	-4 076	1 661 500	1 282 000	2 943 500	-16 374
Swaps financiers de devises								
Caps	30 000	0	30 000	-46	30 000	62 000	92 000	586
Total	1 856 500	685 000	2 541 500	-4 122	1 691 500	1 344 000	3 035 500	-15 788

Durée résiduelle	≤ 1 an	> 1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Ventilation du nominal des contrats	816 500	1 040 000	0	1 856 500
Ventilation de la juste valeur	-7 353	3 231	0	-4 122

Notes sur le compte de résultat

Note 17. – Intérêts et produits assimilés intérêts et charges assimilées

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Sur opérations avec les établissements de crédit	124 246	107 533	122 244	86 302
Sur opérations avec la clientèle *	101 490	8 431	75 659	2 973
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	18 282	64 786	10 210	63 098
Total	244 018	180 749	208 113	152 373
* Parties liées (produits)	8 412		6 013	

Note 18. – Commissions

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Commissions sur opérations sur titres	9 168	0	9 337	-
Commissions sur moyens de paiement	54 119	16 244	51 949	17 191
Total	63 287	16 244	61 286	17 191

Note 19. – Autres produits et charges d'exploitation bancaires

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	5 341	11 645	5 757	11 855
Charges refacturées à des sociétés du groupe	-	-	-	-
Autres produits et charges d'exploitation bancaires*	55 914	37	52 708	42
Total	61 255	11 682	58 465	11 897
* Parties liées (produits)	53 347	-	51 014	-

Notes sur le compte de résultat

Note 20. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	26 154	29 223
Charges sociales et fiscales	15 617	16 969
Intéressement et participation	2 503	2 780
Charges du personnel	44 274	48 971
Dont Charges de retraites	2 653	3 060
Autres frais administratifs	78 669	70 423
Total charges générales d'exploitation	122 943	119 394

Note 21. – Coût du risque

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Net dotations / reprises dépréciations	-42 044	5 993
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-76 264	-60 861
Total	-118 308	-54 868

Note 22. – Gains ou pertes sur des opérations de portefeuille

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation				
- Sur instruments financiers	-	6 935	0	12 786
- Gain ou perte de change	-	-	-	-
Total	-	6 935	0	12 786
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement - assimilés				
- Dépréciation titres de placement	-	0	-	0
- Plus ou moins values sur cessions de placement	-	-	-	-
- Charges sur titres de placement	-	-	-	-
Total	-	0	-	0

Note 23. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Solde sur cessions actifs corporels, incorporels et financiers				
- Sur actifs immobilisés	117	304	0	0
Total	117	304	0	0

Note 24. – Résultat exceptionnel

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels	6 679	12 628
Charges exceptionnelles	-12 754	-19 910
Total	-6 075	-7 282

En 2024, le résultat exceptionnel net de -6 075 milliers d'euros s'explique essentiellement par :

- Le coût du nouveau dispositif de réduction des effectifs du siège (« GEPP ») pour -6 224 milliers d'euros

Autres informations

Note 25. – Dirigeants

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Rémunérations allouées aux organes d'Administration et de Direction	2 092	1 935

Note 26. – Effectifs

(En nombre)	31/12/2024	31/12/2023
Effectif moyen de l'exercice dont :	607	673
Employés	375	426
Cadres	232	247

Note 27. – Identification des sociétés consolidantes

La société Carrefour Banque est consolidée par intégration globale dans les comptes du Groupe Carrefour S.A. (détention 60,00 %) ayant son siège 93, Avenue de Paris - 91300 Massy et par mise en équivalence dans ceux de BNP Paribas SA ayant son siège 16, boulevard des Italiens - 75009 Paris, au travers de sa filiale BNP Paribas Personal Finance S.A. (détention 40,00 %) ayant son siège 1 boulevard Haussmann - 75009 Paris.

IV. — Affectation du résultat

L'assemblée générale, approuvant la proposition du conseil d'administration, décide d'affecter la perte nette comptable de l'exercice clos le 31 décembre 2024, soit – 52.541.731,60 euros, au poste « Report à Nouveau » dont le solde devient ainsi débiteur à hauteur de – 19.081.866,92 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, l'assemblée générale prend acte de ce qu'il lui a été rappelé que les dividendes ainsi que les revenus éligibles et non éligibles à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du code général des impôts, distribués au titre des trois exercices précédents, ont été, par action, les suivants :

Exercice	Revenu distribué	Revenu éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI	Revenu non éligible à l'abattement visé à l'article 158.3-2° du CGI
2021	/	/	/
2022	2,27 €	2,27 €	/
2023	/	/	/

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

V. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Carrefour Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date

d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note 1.C.3 de l'annexe aux comptes annuels concernant le changement d'estimation relatif à la comptabilisation des provisions pour risque de crédit.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Evaluation des dépréciations des crédits à la clientèle

Risque identifié et principaux jugements

Carrefour Banque est principalement exposé au risque de crédit. Ce risque résulte de l'incapacité de ses clients à faire face à leurs engagements financiers et nécessite la constitution de dépréciations pour couvrir le risque de non-recouvrement des créances.

Comme mentionné à la note 1.C.3 de l'annexe aux comptes annuels, à compter de l'exercice 2024, Carrefour Banque a procédé à un changement d'estimation pour la comptabilisation des provisions pour risque de crédit. Désormais elles sont évaluées à hauteur des pertes attendues à terminaison calculées sur la base des encours sains dégradés et restructurés. Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation.

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les dépréciations induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes, et font appel au jugement de la direction notamment dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des dépréciations.

Au 31 décembre 2024, le stock de dépréciations sur les créances envers la clientèle s'élève à 125 millions d'euros pour des encours bruts de 1 246 millions d'euros, tel que présenté dans la note 3 – Crédits à la clientèle de l'annexe aux comptes annuels.

Se référer à la note 1.C.3 des principes et méthodes comptables ainsi qu'aux notes 3 – Crédits à la clientèle et 21 – Coût du risque de l'annexe aux comptes annuels

Notre approche d'audit

Nous avons réalisé les travaux suivants :

- Avec l'appui de nos experts en risque de crédit et informatiques :
 - Revue méthodologique du modèle de provisionnement, y compris recalibrage des paramètres
 - Examen de la politique et du résultat des backtestings
 - Contre-calcul des dépréciations pour risque de crédit sur un échantillon de contrats
 - Revue du dispositif de contrôle interne entourant le processus d'octroi de financement et le processus de provisionnement
 - Revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et fiabilisation de l'état des provisions
 - Rapprochement comptabilité-gestion des encours et des provisions associées
 - Rationalisation des évolutions du coût du risque
 - Recalcul exhaustif des intérêts avec l'appui de nos équipes DATA
- En particulier dans le cadre du changement d'estimation des dépréciations, nous avons :
- Revue de la documentation associée au traitement comptable et contrôlé sa correcte mise en œuvre ;
 - Revue de l'information financière publiée dans l'annexe aux comptes annuels.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par les articles L.225-37-4 du code de commerce

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque par l'Assemblée générale du 25 mai 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 5 mai 2021 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes
Paris la Défense, le 15 mai 2025

Forvis Mazars S.A.
Alexandra KRITCHMAR
Associée

Deloitte & Associés
Anne-Elisabeth PANNIER
Associée

B. — Comptes consolidés

I. — Etat de la situation financière au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Normes IFRS 31/12/2024	Normes IFRS 31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP		828 174	291 367
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	6 011	23 540
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	143	1 332
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.3	22 409	28 557
Prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés au coût amorti	4.5	353 905	1 113 926
Prêt et créances sur la clientèle au coût amorti	4.6	1 352 151	1 467 063
Titres au coût amorti		414 014	414 014

Actifs d'impôts courants et différés	4.8	176	57 572
Comptes de régularisation et actifs divers	4.9	162 807	159 134
Immobilisations corporelles et incorporelles	4.1	118 336	115 308
Total actif		3 258 127	3 671 812

Passif	Notes	Normes IFRS 31/12/2024	Normes IFRS 31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	4.1	6 008	23 538
Instruments financiers dérivés de couverture	4.2	5 152	29 440
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4.5	388 646	361 677
Dettes envers la clientèle	4.6	405 368	290 521
Dettes représentées par un titre	4.7	1 859 714	2 308 771
Passifs d'impôts courants et différés	4.8	- 0	7 224
Comptes de régularisation et passifs divers	4.9	118 153	121 436
Provisions	4.11	27 554	25 886
Capitaux propres, part du groupe :		447 531	503 321
Capital et réserves liées		358 443	308 457
Réserves consolidées		185 526	226 994
Résultat de l'exercice		- 96 438	- 32 130
Total passif et capitaux propres		3 258 127	3 671 812

II. — Compte de Résultat consolidé au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024

Compte de résultat	Notes	2024	2023
Intérêts et produits assimilés	5.1	331 539	286 305
Intérêts et charges assimilées	5.1	-228 494	-202 999
Revenus des titres à revenu variable		3 744	7 299
Commissions (produits)	5.2	62 679	60 821
Commissions (charges)	5.2	-17 683	-18 410
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	-42	582
Autres produits d'exploitation bancaire	5.4	60 504	58 106
Autres charges d'exploitation bancaire	5.4	-28 375	-24 635
Produit net bancaire		183 871	167 067
Charges générales d'exploitation		-110 609	-108 655
Dotations aux amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles	4.1	-9 438	-10 466
Résultat brut d'exploitation		63 824	47 946
Coût du risque	5.5	-109 240	-69 373
Résultat d'exploitation		-45 416	-21 427
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		117	0
Ecart d'acquisition		-	-
Résultat courant avant impôt		-45 298	-21 427
Impôt sur les bénéfices	5.6	-51 139	-10 702
Résultat net des activités poursuivies		-96 438	-32 130
Résultat net - part du groupe		-96 438	-32 130

III. — Etat consolidé du résultat global au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Résultat net part du groupe	-96 438	-32 130
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-
Ecarts actuariels sur engagements de retraite	165	-307

Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie recyclable	-3 632	-12 723
Ajustements de valeur sur dérivés de couverture de flux de trésorerie non recyclable	-5 870	-1 344
Autres éléments du résultat global	-9 337	-14 374
Total du résultat global	-105 775	-46 504
Dont		
Quote-part des propriétaires de la société mère	-105 775	-46 504
Quote-part attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	-	-

IV. — Tableau de variation des capitaux propres du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024

(En milliers d'euros.)	Capital et primes liées		Réserves consolidées	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres			
	Capital	Primes		Variation de juste valeur des instruments			
				Actifs financiers Recyclables	Actifs financiers non Recyclables	Instruments dérivés de couverture	Ecarts Actuariels
Capitaux propres IFRS au 1 ^{er} janvier 2023 après affectation	101 347	207 110	211 769	908	27 187	9 086	-7 583
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires							
Augmentation de capital							
Reclassement							
Distribution							
Effet des fusions							
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts min oritaires							
Sous-total			0	0			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
Autres variations				-853	- 1 344	-11 870	- 307
Sous-total			0	-853	- 1 344	-11 870	- 307
Autres variations							
Résultat							
Autres variations							
Sous-total							
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2023	101 347	207 110	211 769	55	25 843	-2 784	-7 890
Affectation du résultat de l'exercice 2023			-32 130				
Capitaux propres IFRS au 1 ^{er} janvier 2024 après affectation	101 347	207 110	179 639	55	25 843	-2 784	-7 890
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires							
Augmentation de capital	49 986						
Reclassement							
Distribution							
Effet des fusions							
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts min oritaires							
Sous-total	49 986		0	0			
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							
Autres variations				-469	- 5 870	-3 163	165
Sous-total			0	-469	- 5 870	-3 163	165
Autres variations							
Résultat							
Autres variations							
Sous-total							
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2024	151 333	207 110	179 639	-414	19 973	-5 947	-7 725

(En milliers d'euros.)	Résultat net part du groupe	Total capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total capitaux propres consolidés
Capitaux propres IFRS au 1 ^{er} janvier 2023 après affectation	-	549 825	-	549 825
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				
Augmentation de capital				
Reclassement				-
Distribution		-		
Effet des fusions				

Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires				
Sous-total		-		-
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations		- 14 374		- 14 374
Sous-total		- 14 374		- 14 374
Autres variations				
Résultat	- 32 130	- 32 130		- 32 130
Autres variations				-
Sous-total	-32 130	-32 130		-32 130
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2023	-32 130	503 321	0	503 321
Affectation du résultat de l'exercice 2023	32 130			
Capitaux propres IFRS au 1 ^{er} janvier 2024 après affectation	-	503 321	-	503 321
Mouvements liés aux relations avec les actionnaires				
Augmentation de capital		49 986		49 986
Reclassement				
Distribution				
Effet des fusions				
Effet des acquisitions et cessions sur les intérêts minoritaires				
Sous-total		49 986		49 986
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				
Autres variations		- 9 337		- 9 337
Sous-total		- 9 337		- 9 337
Autres variations				
Résultat	- 96 438	- 96 438		- 96 438
Autres variations				-
Sous-total	-96 438	-96 438		-96 438
Capitaux propres IFRS au 31 décembre 2024	-96 438	447 531	0	447 531

V. — Tableau des flux de trésorerie relatifs à l'exercice 2023 et 2024

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Résultat avant impôts	-45 298	-21 427
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et autres ajustements hors résultat	-46 972	-83 738
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	9 134	10 466
Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux provisions	47 021	11 790
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-
Perte nette/gain net des activités d'investissement	-3 558	-7 299
Produits/charges des activités de financement	-	-
Autres mouvements	-99 570	-98 695
Augmentation/Diminution nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	584 225	283 838
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	821 536	282 019
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	308 028	-157 210
Augmentation/Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	-545 657	159 127
Impôts versés	318	-98
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie générée par l'activité opérationnelle	491 954	178 673
Augmentation/Diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	3 899	7 299
Augmentation/Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	-11 008	-14 914
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie liée aux opérations d'investissement	-7 109	-7 615
Augmentation/Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	0	0
Augmentation/Diminution de trésorerie provenant des autres activités de financement	-	-
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie liée aux opérations de financement	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	49 986	
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	0	0
Augmentation/Diminution nette de la trésorerie	534 831	171 058
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	314 876	143 818
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	291 367	84 011
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	23 509	59 806
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	849 708	314 876
Caisse, banques centrales, CCP (actif & passif)	828 174	291 367
Comptes prêts à vue auprès des établissements de crédit	21 533	23 509
Comptes emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-	-
Augmentation/Diminution des soldes des comptes de trésorerie et assimilée	534 831	171 058

VI. — Notes annexes aux états financiers

Faits marquants 2024

Augmentation de capital

Carrefour Banque a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 49 985 573,20 euros (souscrite à 60 % par Carrefour et 40 % par BNP Personal Finance), par élévation de la valeur nominale des 6 614 184 actions composant le capital social de la société.

Gestion plan de carrière

Un nouveau dispositif de réorganisation du réseau commercial et des fonctions sièges (GEPP – Gestion des Emplois et des Parcours Professionnels) a été initié sur l'exercice 2024.

Une provision, nette des charges, a été comptabilisée dans les comptes pour un montant de 5,76 millions d'euros.

Cession de créances des clients en surendettement

Carrefour Banque a procédé à la vente de 8 849 créances en surendettement pour 35,5 millions d'euros.

Le prix de cession s'élève à un montant de 9 millions d'euros.

Cession de dossiers pertes

Carrefour Banque a procédé à la cession concernant 3 796 créances déjà constatés en pertes lors des exercices antérieurs (entre 2017 et 2022).

Le prix de vente global s'élève à un montant de 0,2 millions d'euros.

Dépréciation IDA

Suite à la révision défavorable du Business Plan fiscal (tenant compte des pertes financières accumulées récemment et du retour à meilleure fortune encore incertain à court terme), la dépréciation intégrale des IDA sur différences temporaires et sur déficits reportables a été constatée au 31 décembre 2024 pour 44.6 M€ sur Carrefour Banque.

Note 1. – Evolution de l'activité depuis la fin de l'exercice en France

En France, l'activité a progressé en 2024 de 1,1 % (contre + 0,9 % en 2023), tirée principalement par le commerce extérieur. Sur l'ensemble de l'année 2024, l'inflation totale diminue nettement, passant de 3,0 % en glissement annuel au premier trimestre à 1,9 % au quatrième trimestre. Cette diminution provient essentiellement de la dynamique baissière des prix des biens alimentaires et énergétiques.

Dans un contexte de forte baisse des tensions inflationnistes, la Banque Centrale Européenne a enclenché à partir de la réunion du mois de juin un cycle de baisses régulières de ses taux directeurs (-100 points de base en cumul sur 2024) afin de soutenir l'économie tout en assurant une stabilisation durable de l'inflation au niveau de son objectif de 2 % à moyen terme. A fin 2024, les taux d'intérêt des opérations principales de refinancement ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt s'établissent, à respectivement 3,15 %, 3,40 % et 3,00 %

Le groupe s'attache à identifier les risques spécifiques associés à cet environnement économique et géopolitique instable. Ces risques spécifiques sont résumés ci-après :

Risque lié à l'activité :

Le modèle de Carrefour Banque consiste à accompagner et à financer les clients particuliers. Le marché du travail a montré des signes de fléchissement fin 2024, après avoir été étonnamment dynamique depuis la pandémie. Le taux de chômage atteint 7,4 % fin 2024 (en hausse de 0.1 point sur un an). En 2024, le pouvoir d'achat des ménages progresserait de 0,7 % et serait tiré conjointement par l'emploi salarié ainsi que par la progression des salaires réels par tête. Bien que toujours inférieur à celui de 2019 (considérée comme l'année de référence avant les perturbations dues à la pandémie de Covid-19), le nombre de dossiers de surendettement a bondi de 10,8 % en 2024, dans un climat économique morose pour le pouvoir d'achat. Le taux d'épargne des ménages a atteint des niveaux particulièrement élevés à 18 %, soit 3 points au-dessus du niveau pré-Covid. Dans ce contexte, la croissance de l'activité de Carrefour Banque devrait être modérée.

Risque de liquidité :

L'année 2024 a été est marquée par :

- Le remboursement des financements BCE (TLTRO III) pour 320 M€ au mois de mars
- La mise en place de nouveaux financements bancaires (367 M€) sous format "REPO" (Repurchase agreement) ;
- Des émissions au fil de l'eau des titres Neu CP et Neu MTM.

La collecte d'épargne au bilan a été très dynamique en 2024. L'encours du Compte Sur Livret a augmenté d'environ 110 M€ pour s'établir aux alentours de 380 M€ à fin 2024, grâce à une rémunération de base attractive maintenue à 2,50 % tout au long de l'année et par des opérations promotionnelles régulières.

Le risque de liquidité, mesuré par l'horizon de survie de la banque dans un scénario de fermeture totale des marchés financiers, ressort à 22 mois à fin décembre.

Risque de taux :

Après une année 2023 marquée par une forte hausse des taux d'intérêt, l'Euribor 3 mois qui sert de référence à notre coût de refinancement est passé de 3,90 % à 2,71 % en 2024, en lien avec les baisses successives des taux directeurs décidées par la BCE.

Carrefour Banque conserve une gestion prudente de son risque de taux grâce à une politique d'adossement actif-passif sur l'ensemble de son bilan. Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire. L'objectif de Carrefour Banque est d'atténuer au maximum ce risque. Le processus de contrôle du risque spécifique de taux s'inscrit dans le processus global de contrôle interne de Carrefour Banque, et mesure, à l'aide d'indicateurs de sensibilité, les impacts des chocs de taux défavorables (translation ou rotation de la courbe des taux par exemple) sur les résultats futurs. Des limites, fixées par le Conseil d'Administration, sont associées à ces indicateurs calculés mensuellement.

Risque de crédit :

Dans la continuité de l'année 2023 une attention particulière a été portée sur le contexte macro-économique et ses impacts sur la solvabilité de nos clients avec pour conséquence des dépôts de surendettement toujours orientés négativement.

Ces éléments sont modélisés à travers un nouveau modèle de Forward Looking déployé durant l'année 2023 pour un montant de 16.4 M€ au 31 décembre 2024

La tendance des prix d'achat sur les cessions en flux contentieux n'étant pas favorable, Carrefour Banque a décidé de mitiger ce risque à des fins de diversification en intégrant un troisième acteur dans sa stratégie de cession de flux à la prononciation de la déchéance du terme des dossiers durant l'année 2024. En complément, une provision de 0.9 M€ est constituée dans les comptes pour couvrir une dégradation future des prix de cession

Note 2

A. — Normes comptables applicables

La société CARREFOUR BANQUE (ci-après dénommée « la Société »), société anonyme au capital de 151.332.529,92 €, est un établissement de crédit et de courtage en assurance domicilié ZAE Saint Guénault, 1 rue Jean Mermoz - à Evry-Courcouronnes (91 000). Les états consolidés de l'exercice 2024 comprennent la Société et ses filiales (ci-après dénommées ensemble le Groupe). Ils sont établis et présentés en euros, monnaie fonctionnelle de la Société.

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés de la Société au titre de l'exercice 2024 ont été établis avec les normes comptables internationales telles qu'approuvées par l'Union Européenne au 1^{er} janvier 2024 et qui sont d'application obligatoire à cette date.

Les normes internationales comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards), les IAS (International Accounting Standards), les interprétations de l'IFRS Interpretation Committee (International Financial Reporting Standards Interpretation Committee) et du SIC (Standing Interpretations Committee).

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

https://ec.europa.eu/commission/index_fr

B. — Incidence des changements de méthodes comptables

Au 31 décembre 2024, le Groupe n'a procédé à aucun changement de méthodes comptables

Note 3. – Résumé des principes comptables appliqués par le groupe

3.1. – Norme IFRS 9. – Instruments financiers

La norme IFRS 9 établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers. La norme IFRS 9 a notamment introduit :

- une classification des instruments financiers, fondée sur le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments financiers (1^{er} volet),
- un modèle de dépréciation des actifs financiers, fondé sur les pertes de crédit attendues, en remplacement du modèle jusqu'alors basé sur les pertes avérées (2^{ème} volet), et
- un certain assouplissement des principes de comptabilité de couverture par rapport à la norme IAS39, hors opérations de macro-couverture (3^{ème} volet).

Volet 1 : Classement et évaluation des actifs financiers et des passifs financiers

La norme présente un modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers, basé sur les caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie et sur le modèle économique de gestion de ces actifs.

Elle prévoit désormais trois catégories :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global Ces nouveaux principes de classement et d'évaluation des actifs financiers n'ont pas eu d'incidence significative sur les principes de comptabilisation appliqués par le Groupe, dans la mesure où l'essentiel des actifs financiers, classés antérieurement dans la catégorie « Prêts et créances », restent comptabilisés au coût amorti, comme détaillé dans le tableau de passage qui résume l'effet de l'application de la norme sur le bilan d'ouverture des états financiers consolidés.
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Les prêts et créances à la clientèle sont évalués au coût amorti dès lors qu'ils remplissent les critères établis par la norme IFRS9 en termes de classement et d'évaluation (coût amorti) ; les nouveaux critères définis par la norme étant remplis (caractéristiques SPPI des flux de trésorerie contractuels associés aux prêts et créances sur la clientèle et business model « held to collect »).

Les titres de participation doivent être évalués à leur juste valeur, quelle que soit l'option retenue. S'agissant d'instruments de capitaux propres, ils ne sont pas soumis aux règles de dépréciation énoncées au chapitre 5.5 de la norme IFRS 9 (volet 2 de la norme).

Volet 2 : Dépréciation des actifs financiers et provisionnement

Le modèle de dépréciation des encours clients a été adapté conformément aux dispositions de la norme IFRS 9 – Instruments financiers, suivant un processus en deux étapes :

- classification des encours en classes homogènes de risques, au sens de la probabilité de défaut ; puis
- modélisation des probabilités de pertes de crédit, sur un horizon de 12 mois ou à maturité (correspondant à l'échéance résiduelle de l'instrument financier) selon la classification retenue.

Classification des encours clients

Les encours clients sont répartis en trois catégories, en fonction de l'analyse des augmentations significatives du risque de crédit :

- catégorie 1 : encours sur des débiteurs dont le risque de crédit n'a pas augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale ;
- catégorie 2 : encours sur des débiteurs dont la situation financière s'est fragilisée (augmentation significative du risque de crédit) depuis la comptabilisation initiale sans qu'une indication objective de dépréciation (défaut) ait encore été identifiée au niveau individuel ;
- catégorie 3 : encours sur des débiteurs avec un risque de défaut avéré.

Pour les encours clients évalués au coût amorti, la dépréciation est déterminée en application de la méthode générale prévue par IFRS 9 et correspondra :

- lors de la comptabilisation initiale de l'actif, aux pertes attendues sur les 12 prochains mois ;
- lorsque le risque de crédit se dégrade, aux pertes attendues en cas de défaut sur la vie totale de l'actif.

Augmentation significative du risque de crédit

Les principaux critères retenus pour déterminer s'il existe une augmentation importante du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et s'il y a lieu de reclasser les actifs de la catégorie 1 à la catégorie 2 sont les suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 30 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés avec un retard de paiement inférieur à 30 jours.

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée par contrat, avec application du principe de contagion à tous les encours du débiteur considéré.

Indication objective de perte de valeur (défaut)

Une indication objective de perte de valeur pour les encours remplissant l'un des critères suivants :

- critère d'arriéré (retard de paiement) : paiements en souffrance depuis plus de 90 jours (présomption énoncée par la norme IFRS 9 non réfutée) ;
- critère de renégociation : contrats renégociés (modification « non substantielle ») en raison de difficultés significatives du débiteur avec un retard de paiement supérieur à 30 jours ;
- critère de contentieux : contrats litigieux à la date de clôture ;
- critère de contagion : tous les contrats d'un même débiteur dont un des contrats répond à l'un des critères de défaut susmentionnés.

Les encours clients concernés sont classés dans la catégorie 3.

Nouvelle définition du défaut (Guidelines article 178 du règlement (UE) 575/2013)

Carrefour Banque a procédé à la mise en œuvre de la nouvelle définition du défaut

Ainsi les encours de catégorie 3 y sont maintenus 3 mois supplémentaires avant d'être reclassés en catégorie 2.

Les réaménagements des crédits sont classés en catégorie 3, pour une période probatoire de 12 mois avant d'être reclassés en catégorie 2 pendant minimum 24 mois. En cas d'impayé, ces dossiers sont de nouveau classés en catégorie 3 pour 12 mois.

Estimation des pertes de crédit attendues

Le calcul du montant des pertes attendues s'appuie sur quatre paramètres principaux : la probabilité de défaut, la perte en cas de défaut, le montant de l'exposition en cas de défaut et le taux d'actualisation. A l'exception de la perte en cas de défaut, les paramètres sont calibrés selon la segmentation des encours clients – celle-ci étant établie en fonction des produits distribués par chaque entité (prêts personnels, cartes de crédit / crédits renouvelables et crédits affectés) – sur la base des informations historiques et en prenant en compte des éléments de nature prospective (à travers le paramètre de Forward Looking appliqué aux stages 1 et 2). Les pertes de crédit attendues sont calculées sur un horizon de 12 mois pour les encours classés en catégorie 1 et à maturité pour les encours classés en catégories 2 et 3.

Pour faire face au risque d'insolvabilité des emprunteurs un dispositif de contrôle de la qualité et de la solvabilité des débiteurs est mis en place :

- systèmes d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de références passées attestant de la qualité de la contrepartie ;
- interrogations, quand ils existent, des différents fichiers Banque de France ;
- gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- outils de suivi et de contrôle permanent du risque de crédit.

L'activité de crédit est suivie par le département Risque de crédit qui est en charge de l'ensemble de ces suivis et une synthèse des comités de gestion des risques fait l'objet d'une présentation systématique au Conseil d'administration.

Volet 3 : Comptabilité de couverture

Le Groupe a choisi d'adopter le nouveau modèle général de comptabilité de couverture introduit par IFRS 9, en vertu duquel il doit s'assurer que les relations de couverture sont cohérentes avec ses objectifs et sa stratégie de gestion des risques et adopter une approche plus qualitative et prospective de l'appréciation de l'efficacité de ses couvertures.

3.2. – Estimations comptables

3.2.1. – Dépréciations des créances clients

Les dépréciations des créances client sont décrites dans le paragraphe note 3.1 IFRS9 volet 2 dépréciations

3.2.2. – Dépréciations des IDA

La recouvrabilité des impôts différés actifs est appréciée par entité fiscale, en prenant en compte les estimations de résultat fiscal futur dérivées du plan stratégique et les impôts différés passifs existant à la clôture. Les impôts différés actifs dont la recouvrabilité n'est pas considérée comme probable font l'objet d'une dépréciation. Les business plans fiscaux sont basés sur un horizon maximal retenu de 5 ans pour l'activation d'un actif net d'impôt différé.

3.2.3. – Provision pour risques et charges

Les provisions pour risque au titre du risque opérationnel ont été appréciés au regard des événements de l'année 2024.

3.3. – Principes de consolidation

3.3.1. – Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes consolidés du groupe CARREFOUR BANQUE regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, la Société n'exerçant pas de contrôle conjoint ou d'influence notable sur d'autres entreprises. Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Les entreprises sous contrôle exclusif sont consolidées par la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle existe lorsque CARREFOUR BANQUE a le pouvoir de diriger directement ou indirectement les politiques financière et opérationnelle de l'entité.

La détermination du pourcentage de contrôle prend en compte les droits de vote potentiels qui donnent accès à des droits de vote complémentaires, dès lors qu'ils sont immédiatement exerçables ou convertibles.

Au 31 décembre 2024, le périmètre de consolidation du groupe CARREFOUR BANQUE comprend :

- la société CARREFOUR BANQUE dont le siège social est domicilié ZAE Saint Guénault, 1 rue Jean Mermoz - à Evry-Courcouronnes (91 000) et enregistrée avec le SIREN n° 313 811 515. La société CARREFOUR BANQUE représente la société mère au capital de 151.332.529,92 euros ;
- le fonds commun de titrisation (ci-après dénommé « FCT Revolving ») à compartiment dénommé « FCT MASTER CREDIT CARDS PASS - Euro Titrisation » est domicilié 41 rue Délizy à Pantin (93 500) et enregistré au RCS de Bobigny N° 352 458 368 00045 ;

Le Groupe consolide les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour gérer une opération ou un groupe d'opérations similaires (entités « ad hoc »), et ce même en l'absence de lien en capital, dans la mesure où il exerce le pouvoir sur les activités pertinentes de ces structures et qu'il a la capacité d'utiliser son pouvoir sur la structure pour influencer sur le montant de ces rendements.

- les activités de l'entité sont menées pour le compte exclusif du Groupe, de telle sorte que ce dernier en tire des avantages ;
- le Groupe dispose du pouvoir de décision et de gestion afin d'obtenir la majorité des avantages liés aux activités courantes de l'entité. Ce pouvoir se caractérise notamment par la capacité de dissoudre l'entité, d'en changer les statuts ou de s'opposer formellement à leur modification ;
- le Groupe a la capacité d'obtenir la majorité des avantages de l'entité et par conséquent peut être exposé aux risques liés à l'activité de la dite entité. Les avantages peuvent prendre la forme d'un droit à recevoir tout ou partie du résultat, évalué sur une base annuelle, une quote-part d'actif net, à disposer d'un ou plusieurs actifs ou à bénéficier de la majorité des actifs résiduels en cas de liquidation ;
- le Groupe conserve la majorité des risques pris par l'entité afin d'en retirer un avantage ; tel peut être le cas si le Groupe reste exposé aux premières pertes du portefeuille d'actifs logé dans l'entité.

3.3.2. – Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Elimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où elles sont représentatives d'une perte de valeur. Les profits et pertes latents compris dans la valeur des actifs disponibles à la vente sont conservés au niveau du Groupe.

Conversion des comptes en devises étrangères

Pour toutes les sociétés du périmètre, la monnaie fonctionnelle est l'euro.

3.3.3. – Regroupements d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisitions

Regroupements d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

A chaque prise de contrôle d'une société ou d'un groupe de sociétés, le Groupe procède à l'identification et à l'évaluation à la juste valeur de l'ensemble des actifs et passifs acquis. La différence entre la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, et le montant net comptabilisé (généralement à la juste valeur) au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris, est comptabilisée en écart d'acquisition. Ce dernier, qui fait l'objet d'un suivi ultérieur au niveau de l'unité génératrice de trésorerie, est comptabilisé directement dans le bilan de l'entité acquise, dans la devise fonctionnelle de cette dernière.

Conformément à la norme IFRS 3 révisée entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2010, le Groupe applique les principes suivants :

- les frais de transactions sont comptabilisés immédiatement en charges opérationnelles lorsqu'ils sont encourus ;

- lors de chaque regroupement, le Groupe analyse l'opportunité d'opter pour la comptabilisation d'un écart d'acquisition « complet » ou « partiel » :
 - la méthode de l'écart d'acquisition complet consiste à évaluer les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle à la juste valeur et à leur attribuer une partie de l'écart d'acquisition dégagé lors de l'acquisition ;
 - dans la méthode de l'écart d'acquisition partiel, les intérêts attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle restent évalués à hauteur de leur quote-part dans l'actif net de la société acquise, aucun écart d'acquisition ne leur est attribué ;
- tout ajustement de prix potentiel est estimé à sa juste valeur à la date d'acquisition et cette évaluation initiale ne peut être ajustée ultérieurement en contrepartie de l'écart d'acquisition qu'en cas de nouvelles informations liées à des faits et circonstances existant à la date d'acquisition et dans la mesure où cette évaluation intervient lors de la période intercalaire (12 mois). Tout ajustement de la dette financière comptabilisée au titre d'un complément de prix postérieur à la période intercalaire ou ne répondant pas à ces critères, est comptabilisé en contrepartie du résultat global du Groupe ;
- en cas d'acquisition par étape, la prise de contrôle déclenche la réévaluation à la juste valeur de la participation antérieurement détenue par le Groupe en contrepartie du résultat ; toute perte de contrôle donne lieu à la réévaluation de la participation résiduelle éventuelle à la juste valeur suivant les mêmes modalités ;
- l'écart d'acquisition négatif éventuellement dégagé lors de l'acquisition est immédiatement comptabilisé en produit ;
- toute prise ou cession de participation ne modifiant pas le contrôle, réalisée après le regroupement d'entreprises, est considérée comme une transaction entre actionnaires et est comptabilisée selon IAS 27 amendée directement en capitaux propres.

En ce qui concerne les sociétés acquises en cours d'exercice et les augmentations de participation, seuls les résultats de la période postérieure à la date d'acquisition sont retenus dans le compte de résultat consolidé.

Compte tenu de son organisation et de l'interdépendance des flux de trésorerie générés par ses activités « banque », le Groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'une seule unité génératrice de trésorerie.

En effet, ses activités « banque » relèvent d'un pilotage unique (équipe de direction commune, forces de vente et encadrement commercial communs, commercialisation des produits d'assurance par les équipes de CARREFOUR BANQUE, tableaux de bord, comptabilité, contrôle de gestion, paie, ressources humaines et systèmes d'information communs).

Evaluation des écarts d'acquisitions

Les écarts d'acquisitions sont rattachés en totalité à l'unique unité génératrice de trésorerie que constitue le groupe CARREFOUR BANQUE.

3.4. – Actifs et passifs financiers

3.4.1. – Actifs financiers non dérivés

En application d'IFRS 9 – Instruments financiers, les principaux actifs financiers sont classés dans l'une des trois catégories suivantes :

- les actifs financiers évalués au coût amorti ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ;
- les actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

Le classement retenu conditionne le traitement comptable de ces actifs. Il est déterminé par le Groupe à la date de comptabilisation initiale, en fonction des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie de ces actifs et de l'objectif suivant lequel ils ont été acquis (modèle économique de gestion).

Les achats et ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction, date à laquelle le Groupe est engagé dans l'achat ou la vente de l'actif.

3.4.1.1. – Actifs financiers évalués au coût amorti

Les actifs financiers évalués au coût amorti sont des instruments de dette : prêts et créances (encours clients) dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels. Ces actifs sont comptabilisés initialement à la juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt, puis au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Ces actifs font l'objet d'une dépréciation selon les modalités décrites ci-dessous :

Elles sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Des dépréciations sont ainsi constituées pour les créances clients présentant un risque de crédit avéré. La méthodologie appliquée aux encours clients est précisée en note 3.2.2 Dépréciation.

A noter que le montant brut « effacements à l'issue » est inscrit au bilan compensé par une provision représentant 100 % du montant brut total.

3.4.1.2. – Actifs évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Il s'agit d'instruments de dette dont les flux de trésorerie contractuels sont uniquement constitués de paiements représentatifs du principal et des intérêts sur ce principal et dont le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument à la fois dans le but d'en collecter les flux de trésorerie contractuels et de vendre les actifs. Ils sont évalués à la juste valeur.

Les variations de juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur recyclable » et au poste « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur non recyclable » jusqu'à la cession des actifs sous-jacents où elles sont transférées respectivement en résultat et en capitaux propres.

Cette catégorie comprend également les investissements dans des instruments de capitaux propres (actions, principalement) sur option irrévocable. Dans ce cas, lors de la cession des titres, les gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres (autres éléments du résultat global) ne seront pas reclassés en résultat ; seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat.

Sont notamment classés dans cette catégorie les titres de participation non consolidés pour lesquels l'option de comptabilisation en « variation de juste valeur des instruments de dette à la juste valeur non recyclable » a été retenue.

La juste valeur correspond pour les titres cotés à un prix de marché. Pour les titres non cotés, elle est déterminée prioritairement par référence à des transactions récentes ou par des techniques de valorisation qui intègrent des données de marché fiables et observables. Cependant, en l'absence de données de marché observables sur des entreprises comparables, la juste valeur des titres non cotés est le plus souvent évaluée sur la base des projections de flux de trésorerie actualisés ou de l'actif net comptable réévalué, déterminés à partir de paramètres internes (niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur).

3.4.1.3. – Actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net

Sont classés dans cette catégorie tous les instruments de dette qui ne sont pas éligibles à un classement dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût amorti ou dans la catégorie des actifs financiers évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, ainsi que les investissements dans des instruments de capitaux propres de type action pour lesquels l'option de comptabilisation à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global n'a pas été retenue.

Ces actifs sont évalués à la juste valeur avec enregistrement des variations de valeur en résultat financier.

3.4.2. – Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers non dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée des frais de transaction et primes directement imputables à leur émission. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti. Les principaux passifs financiers non dérivés sont les suivants :

- Dettes financières : le poste « Dettes financières » se compose des emprunts obligataires, des dettes représentées par un titre, compte sur livret, emprunts bancaires, autres titres de créances négociables, certificat de dépôt, dettes fournisseurs et autres crédettes ;
- Autres passifs : les autres passifs, comprennent l'ensemble des autres dettes liées à l'exploitation (dettes sociales et fournisseurs d'immobilisations principalement) et les dettes diverses.

Les instruments financiers émis par le Groupe CARREFOUR BANQUE sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe. Les détenteurs de ces titres obtiennent du numéraire en contrepartie. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Les dettes émises représentées par un titre sont évaluées aux coûts amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

3.4.3. – Instruments financiers dérivés

Le Groupe détient des instruments financiers dérivés afin de couvrir son exposition aux risques auxquels il est confronté dans le cadre de ses activités, principalement le risque de taux d'intérêt. Le groupe CARREFOUR BANQUE n'est par nature pas exposé au risque de change.

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur. Les variations ultérieures de juste valeur sont comptabilisées selon les modalités décrites ci-dessous.

3.4.3.1. – Instruments dérivés désignés comme instruments de couverture

La comptabilité de couverture est applicable si et seulement si les conditions suivantes sont réunies :

- les instruments de couverture et les éléments couverts constituant la relation de couverture sont éligibles à la comptabilité de couverture ;

- une relation de couverture est clairement identifiée, formalisée et documentée dès la date de mise en place de l'instrument et l'efficacité de la relation de couverture est démontrée (test qualitatif et prospectif) ;
- une désignation formelle et une documentation structurée de la relation de couverture ainsi que l'objectif et la stratégie de mise en place de la couverture sont formellement établis au démarrage de la relation de couverture.

Carrefour applique deux types de comptabilité de couverture : la couverture de flux de trésorerie et la couverture de juste valeur.

Le groupe CARREFOUR BANQUE commercialise deux grandes familles de crédits à la consommation et gère pour ce faire deux types de portefeuilles : les crédits associés à la carte PASS et l'ensemble des prêts personnels distribués auprès de la clientèle. Afin de protéger sa marge financière, Carrefour Banque a adopté une politique d'adossement actif-passif sur l'ensemble de son bilan. A ce titre, le groupe CARREFOUR BANQUE utilise des instruments dérivés afin de maintenir la sensibilité au risque de taux dans les limites validées par le Conseil d'Administration

— Couverture de flux de trésorerie

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de flux futurs, les variations de juste valeur correspondant à la partie efficace sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, et ce jusqu'au moment où la transaction couverte affecte le résultat du Groupe. Les variations correspondant à la partie inefficace sont comptabilisées en résultat financier. La réévaluation du dérivé est portée au bilan en valeur de marché en contrepartie des capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lors de la mise en place de la relation de couverture, le Groupe établit une documentation formalisée : désignation de l'instrument ou de la portion d'instrument ou de risque couvert, stratégie et nature du risque couvert, désignation de l'instrument de couverture, modalités d'évaluation de l'efficacité de la relation de couverture.

— Couverture de juste valeur

Lorsque l'instrument est qualifié d'instrument de couverture de juste valeur, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat où elles compensent les variations de juste valeur du sous-jacent au titre du risque couvert pour la partie efficace.

Les swaps de variabilisation adossés à des obligations à taux fixe sont considérés comme des instruments de couverture de juste valeur. Les passifs financiers couverts par ces swaps sont ajustés de la juste valeur pour la partie couverte. Les variations de juste valeur sont comptabilisées en compte de résultat et sont compensées par les variations symétriques de la juste valeur des swaps de taux pour la partie efficace. Au 31 décembre 2024, les 2 émissions obligataires à taux fixe (soit 900 millions d'euros au total) ont été variabilisées et font donc l'objet d'une couverture de juste valeur.

La réévaluation du dérivé est inscrite au résultat symétriquement à l'élément couvert à hauteur du risque couvert et il n'apparaît en résultat que l'éventuelle inefficacité de la couverture.

Les montants inscrits en capitaux propres pendant la durée de vie de la couverture sont transférés en résultat sous la rubrique « Produits et charges d'intérêts » au fur et à mesure que les éléments de résultat de l'instrument couvert affectent le résultat.

En cas de disparition de l'élément couvert, les montants cumulés inscrits en capitaux propres sont immédiatement constatés en résultat.

3.4.3.2. – Autres instruments dérivés

Les autres instruments dérivés sont comptabilisés à la juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en résultat. Sont concernés les dérivés détenus à des fins de transactions.

Les dérivés détenus à des fins de transaction sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et Passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative. Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et Pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

Il convient de préciser que, dans un souci de mutualisation des besoins de couverture des entités homologues à la société CARREFOUR BANQUE, c'est-à-dire les services financiers espagnols et belges du groupe CARREFOUR (ci-après dénommés ensembles « les sociétés affiliées »), le groupe CARREFOUR BANQUE agit en qualité de centrale de refinancement et négocie les opérations de dérivés à la fois pour son compte propre et pour le compte des sociétés affiliées, et ce dans un but de mutualisation, d'organisation et d'accès au marché.

Dans ce cadre :

- le risque désigné comme étant couvert est le risque de taux d'intérêt associé à la composante de taux interbancaire inclus dans le taux des opérations commerciales de crédits à la clientèle ;
- les instruments de couverture sont principalement des swaps de taux simples ;
- l'efficacité des couvertures est assurée rétrospectivement par le fait que tous les dérivés doivent avoir à la date de leur mise en place pour effet de réduire le risque de taux d'intérêt du portefeuille de sous-jacents couverts. Rétrospectivement, ces couvertures doivent être déqualifiées lorsque les sous-jacents qui leur sont spécifiquement associés sur chaque bande de maturité deviennent insuffisants.

Les dérivés sur actions propres désignent les actions de la société consolidante CARREFOUR BANQUE et de ses filiales consolidées par intégration globale.

La norme IAS 32 précise les situations dans lesquelles un instrument dérivé sur actions propres doit être comptabilisé comme un instrument de capitaux propres, comme une dette ou comme un instrument financier dérivé (avec comme conséquence, dans ce dernier cas, de devoir être évalué à la juste valeur, avec les changements de celles-ci enregistrés dans le compte de résultat).

Les principes retenus par la norme sont les suivants :

- a) Seuls les instruments dérivés sur actions propres qui se traduisent par l'échange d'une quantité fixe de trésorerie contre un nombre fixe d'actions propres peuvent être enregistrés directement en capitaux propres. Dans ce cas, ils ne sont pas réévalués.
- b) En cas de règlement sur une base nette, ou lorsque le mode de règlement peut être choisi par une des parties, l'instrument sera traité comme un instrument financier dérivé. Dans ce cas, les variations de valeur de cet instrument sont enregistrées en résultat.
- c) Enfin, dans le cas où l'instrument dérivé sur actions propres impose le rachat d'actions propres par l'émetteur en échange d'une quantité fixe de trésorerie, il y a apparition d'une dette égale au montant à rembourser.

3.4.4. – Méthode de détermination de la juste valeur

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

- niveau 1 – Instruments financiers faisant l'objet de prix de marché cotés : ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables ;
- niveau 2 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables : ce niveau regroupe les instruments financiers pour la valorisation desquels des références de prix doivent être recherchées sur des instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- niveau 3 – Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables : un instrument est classé en niveau 3 si une part significative de sa valorisation repose sur des paramètres non observables. Un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Le risque de contrepartie (CVA/DVA) qui consiste à enregistrer un ajustement de la valeur de modèle des instruments dérivés est calculé selon des données de marchés observables.

Le groupe CARREFOUR BANQUE ne procède pas au calcul de la détermination de la valeur de marché des instruments dérivés. Le groupe récupère auprès de ses contreparties cette valeur de marché.

3.4.5. – Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Le groupe CARREFOUR BANQUE présente sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » et « Intérêts et charges assimilées » la rémunération des instruments financiers à la juste valeur qui ne répondent pas à la définition d'un instrument dérivé. La variation de valeur calculée hors intérêts courus sur ces instruments financiers à la juste valeur par résultat est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Les dérivés de couverture

Les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture de valeur de marché sont présentés avec les revenus des éléments dont ils contribuent à la couverture des risques. De même, les produits et charges d'intérêts sur les dérivés de couverture économique des opérations désignées en valeur de marché par résultat sont rattachés aux rubriques qui enregistrent les intérêts de ces opérations.

Actifs financiers au coût amorti

Les revenus et les charges relatifs aux instruments évalués au coût amorti et aux actifs à revenu fixe classés sont comptabilisés au compte de résultat avec la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

3.4.6. – Coût du risque

Le coût du risque comprend au titre du risque de crédit les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres à revenu fixe et des prêts et créances sur la clientèle et les établissements de crédit. (cf. 3.1 volet 2 : Dépréciation)

3.4.7. – Décomptabilisation d'actifs ou passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de cet actif. Si l'ensemble de ces conditions n'est pas réuni, le Groupe maintient l'actif à son bilan et enregistre un passif représentant les obligations nées à l'occasion du transfert de l'actif.

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un passif financier lorsque tout ou partie de ce passif est éteint.

3.4.8. – Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

3.5. – Immobilisations

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement :

- aux logiciels qui sont amortis sur des durées allant de 3 à 8 ans. A cet égard, les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet ;
- aux droits au bail qui ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de dépréciation une fois par an ;
- au fonds commercial qui fait l'objet d'un test de dépréciation une fois par an.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement des actifs commence lorsqu'ils sont prêts à être utilisés et cesse lors de leur cession, de leur mise au rebut ou de leur reclassement en actifs destinés à être cédés, conformément aux dispositions de la norme IFRS 5.

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont amorties linéairement, en identifiant le cas échéant les principaux composants, en fonction des durées d'utilité estimées suivantes :

Licences et logiciels	3 à 8 ans
Matériels informatiques	3 à 5 ans
Agencements et installations	5 à 8 ans
Autres immobilisations	3 à 10 ans

Compte tenu de la nature de ses immobilisations, le Groupe ne reconnaît pas de valeur résiduelle sur les immobilisations corporelles qu'il utilise.

Les modes d'amortissement et les durées d'utilité sont réexaminés à chaque clôture et sont, le cas échéant, révisés de manière prospective.

Lors de la conclusion de contrats de location longue durée portant notamment sur des actifs immobiliers, le Groupe procède à l'analyse des dispositions contractuelles pour déterminer s'il s'agit d'un contrat de location simple ou d'un contrat de location-financement, c'est-à-dire un contrat qui a pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur.

Les biens mis à la disposition du Groupe au travers d'un contrat de location financement, sont comptabilisés de la façon suivante :

- les actifs sont immobilisés pour la juste valeur du bien loué ou si elle est inférieure pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location ; ces actifs sont amortis selon les mêmes durées que les immobilisations corporelles dont le Groupe est propriétaire ou sur la durée du contrat si elle est inférieure à la durée d'utilité du bien ;
- la dette correspondante est inscrite au passif du bilan ;
- les redevances payées au titre de la location sont ventilées entre la charge financière et l'amortissement du solde de la dette.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés.

Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est

reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins-values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Norme IFRS 16. – Contrats de location

La norme IFRS 16 a remplacé à partir du 1^{er} janvier 2019 la norme IAS 17 – Contrats de location et ses interprétations, établit les principes de comptabilisation des contrats de location et introduit des modifications importantes pour la comptabilisation des contrats par le preneur, en supprimant pour ces derniers la distinction entre contrats de location simple et contrats de location financement.

En application de la nouvelle norme, tous les contrats de location sont comptabilisés au bilan, par la constatation d'un actif représentatif du droit d'utilisation du bien loué, en contrepartie d'une dette locative correspondant à la valeur actualisée des loyers à payer sur la durée raisonnablement certaine de location. IFRS 16 affecte également la présentation de ces opérations au compte de résultat (comptabilisation d'une charge d'amortissements et d'une charge d'intérêts, en remplacement de la charge de loyers) et au tableau des flux de trésorerie (les paiements locatifs, représentatifs du paiement des intérêts et du remboursement de la dette, affecte les flux de financement).

Le Groupe applique les deux exemptions proposées par la norme concernant les biens de faible valeur ainsi que les contrats de courte durée (durée inférieure ou égale à 12 mois).

3.6. – Avantages au personnel

Les salariés du Groupe bénéficient d'avantages à court terme (congrés payés, congés maladie, participation aux bénéfices), d'avantages à long terme (médaille du travail, prime d'ancienneté, compte épargne temps...) et d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations/prestations définies (indemnité de fin de carrière, prestations de retraite...).

Régimes à cotisations définies

Les régimes à cotisations définies se caractérisent par des versements de cotisations périodiques à des organismes extérieurs qui en assurent la gestion administrative et financière. Ces régimes libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser aux salariés les montants qui leur sont dus (régime vieillesse de base de la Sécurité Sociale en France, régimes complémentaires de retraite, fonds de pension à cotisations définies).

Ces cotisations sont comptabilisées en charge quand elles sont dues.

Régimes à prestations définies

Le groupe CARREFOUR BANQUE provisionne les différents avantages à prestations définies conditionnés par l'accumulation d'années de service au sein du Groupe.

Cet engagement est calculé annuellement selon la méthode des unités de crédits projetées en tenant compte d'hypothèses actuarielles telles que l'augmentation des salaires, l'âge de départ, la mortalité, la rotation du personnel et le taux d'actualisation. Le taux d'actualisation est égal au taux d'intérêt, à la date de clôture, des obligations de première catégorie ayant une date d'échéance proche de celle des engagements du Groupe. Les calculs sont effectués par un actuaire qualifié. L'entrée en vigueur de la norme IAS19 révisée au 1^{er} janvier 2014 implique la disparition de la méthode dite du « corridor ». Le groupe a donc constaté dans les capitaux propres sans jamais affecter le résultat les écarts actuariels non amortis et tous les services passés non encore reconnus.

Paiements fondés sur des actions

Compte tenu de leur impact négligeable, les paiements fondés sur des actions ne sont pas comptabilisés dans les Etats Financiers du groupe CARREFOUR BANQUE.

3.7. – Information sectorielle

Compte tenu de son organisation et de son reporting interne, le groupe CARREFOUR BANQUE est constitué d'un seul segment opérationnel et la zone géographique concernée est la France.

3.8. – Provisions de passifs

Autres provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées à la date de clôture, si le Groupe a une obligation actuelle, juridique ou implicite qui résulte d'un fait générateur passé dont le montant peut être estimé de manière fiable et dont il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel, voire implicite. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les montants sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif.

3.9. – Impôt courant et différé

La charge d'impôt de l'exercice comprend l'impôt exigible et la charge d'impôt différé.

Un impôt différé est calculé, selon la méthode bilancielle, pour toutes les différences temporelles existantes entre la valeur comptable inscrite au bilan consolidé et la valeur fiscale des actifs et passifs (sauf exceptions spécifiquement prévues par IAS 12). L'évaluation des impôts différés est faite en appliquant la méthode du report variable et repose sur la façon dont le Groupe s'attend à recouvrer ou régler la valeur comptable des actifs et passifs en utilisant le taux d'impôt adopté ou quasi adopté à la date d'arrêté des comptes.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés. Un impôt différé actif est comptabilisé sur les différences temporelles déductibles et pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt dans la mesure où leur réalisation future paraît probable.

La charge comptabilisée en France au titre de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) est également classée en impôt sur le résultat dans la mesure où le Groupe considère qu'elle répond à la définition donnée par la norme IAS 12.

IFRIC 23. – Incertitude relative aux traitements fiscaux

L'application d'IFRIC 23 n'a pas conduit à des modifications dans les évaluations des incertitudes fiscales appliquées par le Groupe jusqu'à présent. En revanche, les risques fiscaux relatifs à l'impôt sur le résultat, précédemment classés dans la catégorie des provisions, sont désormais présentés séparément dans les dettes fiscales courantes ou non courantes en fonction de leur échéance – parts à moins d'un an et à plus d'un an (Conformément à la décision de l'IFRS IC de septembre 2020).

3.10. – Tableau de flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales, CCP ainsi que des soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent principalement les flux de trésorerie générés par les activités du groupe CARREFOUR BANQUE, les opérations avec les établissements de crédit, les opérations avec la clientèle et les opérations liées aux dettes représentées par un titre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent principalement des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions d'actifs financiers, aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles ainsi qu'aux entrées et aux sorties de périmètre.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent principalement les encaissements et les décaissements provenant des opérations réalisées avec les actionnaires (distributions de dividendes en numéraire et augmentations de capital en numéraire). Les augmentations de capital correspondant à la rémunération d'opérations d'apports qui sont exclues du tableau des flux de trésorerie dès lors qu'elles ont la nature de flux non monétaires.

Note 4. – Notes relatives au bilan au 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024

4.1. – Actifs, Passifs et Instruments financiers dérivés en valeur de marché par résultat

Les actifs enregistrés en juste valeur par résultat, d'un montant de 6.0 millions d'euros au titre de l'exercice 2024, correspondent à la juste valeur positive des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC et Fimaser, tandis que les passifs enregistrés à la juste valeur par résultat, d'un montant de 6.0 millions d'euros, correspondent, quant à eux, à la juste valeur négative des swaps contractés par CARREFOUR BANQUE pour le compte de SFC et Fimaser.

CARREFOUR BANQUE accorde une ligne de crédit non confirmée aux entités non consolidées Servicios Financieros Carrefour et Fimaser, et de ce fait, contracte des swaps sur le marché et les retourne auprès de ces entités.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué à la juste valeur sur option	Total
Actifs financiers à la juste valeur par résultat						
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers dérivés	6 011	-	6 011	23 540	-	23 540
Instruments dérivés	6 011	-	6 011	23 540	-	23 540
Total des actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 011	-	6 011	23 540	-	23 540
Passifs financiers à la juste valeur par résultat						
Instruments financiers dérivés	6 008	-	6 008	23 538	-	23 538
Instruments dérivés	6 008	-	6 008	23 538	-	23 538
Autres instruments dérivés	-	-	-	-	-	-
Total des passifs financiers à la juste valeur par résultat	6 008	-	6 008	23 538	-	23 538

4.2. – Actifs financiers dérivés à usage de couverture

Le tableau suivant présente les justes valeurs des instruments financiers dérivés utilisés à des fins de couverture et de hors couvertures.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	Notionnels	Juste valeur	Notionnels	Juste valeur
Couvertures de flux de trésorerie	926 500	-10 780	791 500	-9 125
Instruments dérivés de taux d'intérêt Actif	52 500	116	117 500	1 162
Instruments dérivés de taux d'intérêt Passif	874 000	-10 780	674 000	-9 125
Couvertures de juste valeur	900 000	5 689	900 000	-20 184
Instruments dérivés de taux d'intérêt Actif	-	-	-	-
Instruments dérivés de taux d'intérêt Passif	900 000	5 689	900 000	-20 184
Dérivés utilisés en couverture	1 826 500	-5 091	1 691 500	-29 308
Dérivés utilisés hors couverture	492 500	0	822 000	-1
Instruments dérivés actifs		6 007		23 535
Instruments dérivés passifs		-6 007		-23 536
Risque de contrepartie	2 319 000	-9	2 513 500	64
Instrument dérivé passif CVA		-34		-105
Instrument dérivé actif DVA		25		168

Les opérations sur instruments financiers dérivés contractés à des fins de couverture sont conclues de gré à gré.

4.3. – Actifs financiers à la juste valeur par OCI

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Brut	Dépréciations	Net	Brut	Dépréciations	Net
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 409	-	22 409	28 557	-	28 557
Titres de Participation non consolidés	22 408	-	22 408	28 556	-	28 556
Autres actifs financiers	1	-	1	1	-	1
Total des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 409	-	22 409	28 557	-	28 557

Les actifs financiers évalués à la juste valeur par OCI concernent les titres non consolidés de Servicios Financieros Carrefour (SFC).

4.4. – Mesure de la valeur de marché des instruments financiers

La répartition par méthode de valorisation des instruments financiers comptabilisés en valeur de marché est présentée conformément aux prescriptions de la norme IFRS7 hors CVA et DVA.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024				31/12/2023			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers								
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	6 011	-	6 011	-	23 540	-	23 540
détenus à des fins de transaction								
Instruments financiers dérivés de couverture	-	142	-	142	-	1 330	-	1 330
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 409	-	-	22 409	28 557	-	-	28 557
Passifs financiers								
Instruments financiers à la juste valeur par résultat	-	6 008	-	6 008	-	23 538	-	23 538
détenus à des fins de transaction								
Instruments financiers dérivés de couverture	-	10 814	-	10 814	-	29 413	-	29 413

4.5. – Opérations interbancaires, créances et dettes sur établissements de crédit

Prêts consentis et créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	41 409	54 068
Prêts	312 496	1 059 858
Dépôt à terme	0	0
Total des prêts consentis et créances sur les établissements de crédit	353 905	1 113 926

Dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes à vue	19 875	30 558
Emprunts	368 770	331 118
Total des dettes envers les établissements de crédit	388 645	361 677

4.6. – Prêts, Créances et Dettes sur la clientèle

Prêts consentis et créances sur la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires débiteurs	174 927	129 093
Prêts consentis à la clientèle	1 343 216	1 458 833
Opérations de location-financement	-	-
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle avant dépréciation	1 518 143	1 587 926
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	165 991	120 862
Total des prêts consentis et créances sur la clientèle nets de dépréciation	1 352 152	1 467 063

Tableau de variation des prêts et créances sur la clientèle IFRS9

(En milliers d'euros.)	Stage 1 Encours sains	Stage 2 Encours présentant une dégradation significative du risque crédit	Stage 3 Encours en défaut	Total
Encours brut au 01 janvier 2024	1 352 007	106 826	129 093	1 587 926
Transferts				
Au Stage 1	0	39 441	47 005	86 446
Au Stage 2	-45 015	-	21 069	-23 946
Au Stage 3	-44 965	-22 726	-	-67 691
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	313 412	7 630	12 252	333 295
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période hors passages à perte	-329 135	-44 708	35 323	-338 520
Passages à perte	-1 201	7 886	-93 882	-87 196
Changements dus à des modifications contractuelles qui ne donnent pas lieu à une décomptabilisation	-12 957	6 287	12 683	6 013
Autres ajustements	-8 547	18 980	11 383	21 816

Fusion	-	-	-	-
Encours brut au 31 décembre 2024	1 223 600	119 616	174 927	1 518 143

Tableau de variation des dépréciations des prêts et créances sur la clientèle IFRS9

(En milliers d'euros.)	Stage 1 Encours sains	Stage 2 Encours présentant une dégradation significative du risque crédit	Stage 3 Encours en défaut	Provision pour risque de crédit sur engagements hors-bilan	Total
Dépréciation encours au 01 janvier 2024	- 29 060	- 26 118	- 65 684	- 3 862	- 124 724
Transferts					
Au Stage 1	-	- 12 595	- 24 738	-	- 37 333
Au Stage 2	637	-	- 13 627	-	- 12 991
Au Stage 3	886	7 018	-	-	7 904
Nouveaux actifs financiers créés ou achetés	- 9 729	- 2 823	- 4 485	-	- 17 037
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période hors passages à perte	49 270	14 960	31 466	-	95 696
Passages à perte	-	-	-	-	-
Changements dus à des modifications contractuelles qui ne donnent pas lieu à une décomptabilisation	-	-	-	-	-
Changements dans les modèles / paramètres de risque	- 46 327	- 1 732	- 7 904	-	- 55 962
Autres ajustements	- 2 936	- 11 972	- 10 498	- 1 841	- 27 247
Fusion	-	-	-	-	-
Dépréciation Encours au 31 décembre 2024	- 37 260	- 33 262	- 95 470	- 5 703	- 171 695

Dettes envers la clientèle

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Comptes ordinaires créditeurs	14 374	13 852
Comptes à terme et assimilés	-	-
Autres comptes créditeurs	2 576	2 635
Comptes d'épargne à régime spécial	388 418	274 034
Total des dettes envers la clientèle	405 368	290 521

4.7. – Dettes représentées par un titre

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Certificats de dépôt	187 000	706 500
Autres titres de créances négociables	457 562	423 543
Emprunt obligataire	1 215 153	1 178 728
Total des dettes représentées par un titre	1 859 714	2 308 771

4.8. – Impôts courants et différés

La charge d'impôt de l'exercice comprend la charge d'impôt exigible et la charge d'impôt différé. Elle intègre le montant comptabilisé en France au titre de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), dans la mesure où le Groupe considère que cette dernière répond à la définition d'un impôt sur le résultat donnée par la norme IAS 12 – Impôts sur le résultat.

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts courants	188	360
Impôts différés	-12	57 213
Actifs d'impôts courants et différés	176	57 572
Impôts courants	0	63
Impôts différés	0	7 161
Passifs d'impôts courants et différés	0	7 224

Variation des impôts différés au cours de la période

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés nets en début de période	50 052	56 150
Produits d'impôts différés (note 5.6)	-51 348	-10 654
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des actifs financiers	0	0
Variations des impôts différés liées à la réévaluation et à la reprise en résultat des éléments de réévaluation des instruments dérivés de couverture	1 102	4 134
Variation des parités monétaires et divers	182	422
Impôts différés nets en fin de période	-12	50 052

Suite à la révision défavorable du Business Plan fiscal (tenant compte des pertes financières accumulées récemment et du retour à meilleure fortune encore incertain à court terme), la dépréciation intégrale des IDA sur différences temporaires et sur déficits reportables a été constatée au 31 décembre 2024.

Ventilation des impôts différés nets par origine

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Actifs financiers disponibles à la vente	-	-
Réserve latente de location-financement	-	-
Provisions pour engagements sociaux	5 138	5 186
Provisions pour risque de crédit	20 706	39 558
Autres éléments	-92 612	-49 175
Déficits fiscaux reportables	66 756	54 483
Impôts différés nets	-12	50 052
Dont		
Impôts différés actifs	-12	57 213
Impôts différés passifs	0	7 161

4.9. – Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Valeurs à l'encaissement	53 984	62 968
Charges constatées d'avance	22 154	26 898
Produits à recevoir	37 042	27 215
Autres comptes de régularisation	1 279	3 930
Débiteurs divers groupe	22 294	26 634
Autres débiteurs divers	26 055	11 489
Total des comptes de régularisation et actifs divers	162 807	159 134
Charges à payer	15 785	7 104
Produits constatés d'avance	14 782	15 557
Valeurs à l'encaissement	6 882	8 926
Créditeurs divers groupe	19 599	33 950
Impôts et taxes	870	1 351
Dettes sociales	15 888	16 377
Fournisseurs	30 324	22 222
Autres créditeurs divers	14 023	15 947
Total des comptes de régularisation et passifs divers	118 153	121 436

La contribution annuelle de Carrefour Banque au Fonds de résolution unique (FRU) de l'Union européenne peut se faire, pour partie, sous forme d'un engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par un dépôt en espèces de même montant. Lorsque la résolution d'un établissement fait intervenir le fonds, ce dernier peut appeler tout ou partie des EPI reçus. Ces engagements s'élèvent à 2.38 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre 2.38 millions d'euros au 31 décembre 2023) le montant n'a pas évolué. Les espèces versées en garantie font l'objet d'une rémunération et sont comptabilisées à l'actif en tant que dépôts de garantie sur le FRU.

4.10. – Immobilisations d'exploitation

(En milliers d'euros.)	31/12/2024			31/12/2023		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immeubles de placement	-	-	-	-	-	-
Terrains et constructions	-	-	-	-	-	-
Equipement, Mobilier, Installations	16 531	15 554	977	16 808	15 073	1 735
Biens mobiliers donnés en location	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations	7 292	6 682	610	6 251	5 581	670
Immobilisations corporelles	23 823	22 236	1 587	23 059	20 654	2 405
Logiciels informatiques acquis et produits par l'entreprise	118 049	71 153	46 896	106 679	63 629	43 050
Autres immobilisations incorporelles	69 853	-	69 853	69 853	-	69 853
Immobilisations incorporelles	187 902	71 153	116 749	176 532	63 629	112 903

Immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent en particulier les droits au bail et la relation clientèle.

Pour la réalisation des tests de dépréciation, le droit au bail est valorisé comme la somme des différences entre le loyer au prix du marché et le loyer payé sur la durée résiduelle du bail actualisé au taux de rendement du marché.

Au 31 décembre 2024, les tests de dépréciations portant sur ces actifs pris individuellement, effectués selon les modalités définies au paragraphe 3.5 relatif aux immobilisations, n'ont pas donné lieu à dépréciation. (cf. note 3.5 : Norme IFRS16)

Amortissements et provisions

Le montant net des dotations et reprises d'amortissements des immobilisations corporelles au cours de l'exercice 2024 correspond à 22.2 millions d'euros contre 20.7 millions d'euros au titre de l'exercice 2023, et le montant net des dotations et reprises d'amortissement des immobilisations incorporelles correspond à 71.2 millions d'euros en 2024 (contre 63.6 millions d'euros en 2023).

Les paiements futurs minimaux à recevoir au titre des contrats non résiliables correspondent aux paiements que le preneur est tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

4.11. – Provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2023	Dotation	Reprise	Autres mouvements	31/12/2024
Avantage au personnel	7 863	1 374	64	1 499	7 674
Provision restructuration	7 712	6 224	6 130	66	7 740
Provision risque sociaux	1 648	994	-	738	1 904
Provision risque légaux	-	-	-	-	-
Provision IFRS9 Hors Bilan	3 862	1 841	-	-	5 703
Autres provisions	4 801	812	275	804	4 534
Total des provisions	25 886	11 245	6 469	3 107	27 554

La provision restructuration a augmenté de 6.2 M€ suite à la mise en place du nouveau plan de Gestion des emplois et des parcours professionnels et diminué de 6.1 M€ lié à l'utilisation de la provision de la gestion des plans de carrière constituée en 2022 et de celle de la rupture conventionnelle collective constituée en 2023.

Note 5. – Notes relatives au compte de résultat au 31 décembre 2023 et 31 décembre 2024

5.1. – Produits et charges d'intérêts

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	150 805	8 431	142 374	127 346	2 973	124 373

Comptes et prêts/emprunts	150 805	8 431	142 374	127 346	2 973	124 373
Opérations interbancaires	48 412	13 068	35 343	49 082	13 428	35 654
Comptes et prêts/emprunts	48 412	13 068	35 343	49 082	13 428	35 654
Opérations de pensions	-	-	-	-	-	-
Emprunts émis par le groupe	2 950	1 830	1 120	3 516	2 903	613
Instruments de couverture de résultats futurs	129 373	205 145	-75 772	106 362	183 702	-77 341
Autres intérêts et produits/charges assimilés	-	21	-21	-	-6	6
Total des produits et charges d'intérêts ou assimilés	331 539	228 494	103 045	286 305	202 999	83 305

5.2. – Produits et charges de commissions

Les produits et charges de commissions liés pour les premiers aux actifs financiers et pour les seconds aux passifs financiers qui ne sont pas évalués à la valeur de marché par résultat se sont élevés respectivement à 62.7 millions et 17.7 millions d'euros pour l'exercice 2024 contre un produit de 60.8 millions et 18.4 millions d'euros pour l'exercice 2023.

5.3. – Gains ou pertes sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat

Les gains ou pertes nets sur instruments financiers évalués en valeur de marché par résultat recouvrent les éléments de résultat afférents aux instruments financiers gérés au sein d'un portefeuille de transaction et aux instruments financiers que le Groupe a désignés comme évaluables en valeur de marché par résultat, y compris les dividendes, et à l'exception des revenus et charges d'intérêts présentés dans les « produits et charges d'intérêts » (note 5.1).

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Portefeuille de transaction	163	207
Instrument de dette	-	-
Autres instruments financiers dérivés	163	207
Variation Juste valeur - partie inefficace	-	-
Couverture de juste valeur	-269	190
Pertes sur les éléments de couvertures	-	-
Gains sur les instruments couverts	-269	190
Couverture de flux de trésorerie	-	-
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	-	-
Résultat risque de contrepartie sur instruments dérivés	70	188
Réévaluation des positions de change	- 7	- 3
Total	-43	582

5.4. – Produits et charges des activités bancaires

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Quote-part sur opérations d'exploitation faites en commun	53 999	11 569	42 430	51 214	11 769	39 445
Charges refacturées à des sociétés du groupe	5 341	-	5 341	5 757	-	5 757
Autres produits et charges d'exploitation bancaires	1 164	16 806	-15 642	1 136	12 867	-11 731
Produits nets de l'activité d'assurance	-	-	-	-	-	-
Total des autres produits et charges d'exploitation bancaire	60 504	28 375	32 129	58 106	24 635	33 471

5.5. – Coût du risque

Le coût du risque s'élève à 109.240 K€ (vs. 69.373 K€ en 2023), en augmentation de 57 %.

Cette augmentation est liée à dégradation des paramètres risque avec une hausse de la sinistralité des générations de production de fin 2022 et 2023.

Des actions fortes ont été entreprises dès fin 2023 afin de réduire significativement le risque de crédit sur la nouvelle production, notamment :

- L'implémentation de nouveaux outils anti-fraude performants afin de lutter efficacement contre des tentatives de demandes de crédit frauduleuses croissantes.
- Un recentrage sur la clientèle connue de la banque ou de Carrefour

Dans la continuité de l'année 2023 une attention particulière a été portée sur le contexte macro-économique et ses impacts sur la solvabilité de nos clients avec pour conséquence des dépôts de surendettement toujours orientés négativement.

Ces éléments sont modélisés au travers d'un nouveau modèle de Forward Looking déployé durant l'année 2023 pour un montant de 16.4 M€ au 31 décembre 2024.

La tendance des prix d'achat sur les cessions en flux contentieux n'étant pas favorable, Carrefour Banque a décidé de mitiger ce risque à des fins de diversification en intégrant un troisième acteur dans sa stratégie de cession de flux à la prononciation de la déchéance du terme des dossiers durant l'année 2024. En complément, une provision de 0.9 M€ est constituée dans les comptes pour couvrir une dégradation future des prix de cession.

Coût du risque de la période

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Dotations/Reprises nettes aux dépréciations	-46 970	-16 135
Charges sur créances clientèle couvertes principalement par des dépréciations	-62 271	-53 238
Total du coût du risque de la période	-109 240	-69 373

Coût du risque de la période par nature d'actifs

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Prêts et créances sur les établissements de crédit	-	-
Prêts et créances sur la clientèle	-109 240	-69 373
Autres actifs	-	-
Total du coût du risque de la période	-109 240	-69 373

Dépréciations constituées au titre du risque de crédit

Variation au cours de la période des dépréciations constituées

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Total des dépréciations constituées en début de période	124 724	108 590
Dotations/Reprises nettes aux dépréciations	46 970	16 135
Autres mouvements liés aux entrées de périmètre	-	-
Impact brut IFRS9 Dépréciation d'Actifs	-	-
Impact brut IFRS9 Dépréciation Hors Bilan	-	-
Total des dépréciations constituées en fin de période	171 694	124 724

Dépréciations constituées par nature d'actifs

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Dépréciations des actifs		
Prêts et créances sur la clientèle	171 694	124 724
Autres actifs	-	-
Total des dépréciations et provisions constituées	171 694	124 724

5.6. – Impôt sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Impôt sur les bénéfices	-209	49
Impôts différés	51 348	10 654
Total	51 139	10 702

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Résultat courant avant impôt	-45 298	-21 427
Taux normatif	25,83 %	25,83 %
Surtaxes	4,70 %	4,70 %
Impôt théorique	-11 701	-5 535
Éléments imposés à taux réduit		

Net des réintégrations/déductions*	62 840	16 237
Taxes assimilées à l'impôt	0	0
Autres	0	0
Charge d'impôt sur les bénéfices	51 139	10 702
Dont		
Charge d'impôt courant de l'exercice	-209	49
Produit d'impôt différé de l'exercice (note 4.8)	51 348	10 654

Note 6. – Exposition aux risques et ratios réglementaires

6.1. – Présentation synthétique des risques

Le groupe CARREFOUR BANQUE exerce une activité spécialisée de crédits à la consommation destinés aux particuliers. Le groupe distribue deux grandes familles de crédits à la consommation : les crédits associés à la carte PASS Mastercard et l'ensemble des prêts personnels (véhicules neufs ou d'occasion, moto, travaux, trésorerie, consolidation de dettes interne, externes, crédits affectés ...).

Les principaux risques identifiés par CARREFOUR BANQUE sont les suivants :

- Risque de taux : Le risque de taux susceptible d'affecter Carrefour Banque serait une augmentation plus rapide des taux de ses dettes par rapport aux taux de financement des dossiers clients. En effet, l'évolution défavorable des taux d'intérêt serait susceptible d'affecter la rentabilité de Carrefour Banque et, en conséquence, sa capacité de remboursement de ses dettes ;
- Risque de marché : Le risque de marché est le risque de perte qui pourrait résulter des fluctuations des prix des instruments financiers qui composent un portefeuille. Ce risque peut porter sur le cours des actions, les taux de change et les autres produits financiers ;
- Risque de liquidité : Le risque de liquidité est le risque pour l'entreprise de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- Risque de contrepartie : Le risque de contrepartie est le risque encouru si le refinancement et/ou les opérations de dérivés sont concentrés sur un panel de contreparties très limité ;
- Risques de solvabilité : La solvabilité témoigne de la capacité de Carrefour Banque à pouvoir assurer l'avenir à relativement long terme sans se trouver en défaut de paiement. Le risque sous-jacent pour nos clients : si ceux-ci n'encourent aucun risque financier en cas de faillite de Carrefour Banque, il n'en est pas de même en matière d'épargne bilancielle ;
- Risque de crédit : Le risque de crédit au sein de Carrefour Banque est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles. L'insolvabilité des emprunteurs auxquels la société a consenti des fonds est l'un des principaux risques affectant l'activité ;
- Risque de non continuité d'activité : Le risque de non continuité d'activité est le risque encouru si les prestataires sont défaillants sans dispositif de back up ou PCA (Plan de Continuité d'Activité), si les outils ne sont pas disponibles et non couverts par des PCA / PRA (Plan de Reprise d'Activité) réguliers, si les équipes ne sont pas disponibles et non couverts par des dispositifs de back up ou d'externalisation des opérations clé, si les locaux ne sont pas accessibles et ne sont pas couverts par un ou plusieurs sites de repli ;
- Risque informatique : Ce risque concerne tous les aspects relatifs aux systèmes informatiques, à leur continuité ainsi qu'à leur sécurité (protection des informations, procédures de gestion de crise, stabilité de l'infrastructure ...) ;
- Risque de fraude externe : Carrefour banque a identifié plusieurs types de fraudes externes pouvant impacter ses activités : l'utilisation frauduleuse de la carte, l'usurpation d'identité, la fraude documentaire ...
- Risque de non-maîtrise des processus externalisés : Pour chaque service externalisé, un contrat et un SLA (Service Level Agreement) est formalisé afin d'assurer dans un cadre contractuel les obligations de la société, y compris en matière de continuité de ses services. Les risques inhérents à l'externalisation sont : la sous performance, la défaillance du prestataire, la dépendance, la perte de contrôle de l'activité sous-traitée ou de savoir-faire, contrat mal négocié... ;
- Risque juridique : Le risque juridique susceptible d'impacter Carrefour banque se définit principalement comme le risque que la rédaction et l'interprétation d'un contrat liant Carrefour Banque à une contrepartie (clients ou prestataires de services) génère des pertes financières ou engendre une augmentation non désirée des engagements de Carrefour Banque ;
- Risque de stratégie : Le risque de stratégie couvre l'impact négatif de ne pas être dans la capacité de réaliser ses objectifs stratégiques. De plus, le Conseil d'Administration, dans sa fonction de supervision de la Direction, assure le suivi régulier de la réalisation des objectifs stratégiques ;
- Risque de réputation : Le risque de réputation est défini comme la perte de valeur de Carrefour Banque ou l'impact sur les revenus et le capital en général qui se produiraient suite à des événements qui pourraient porter atteinte à sa réputation ou à ses produits ;

- Risque de non-conformité : il s'agit du risque de sanction judiciaire, administrative ou disciplinaire, de perte financière significative ou d'atteinte à la réputation, qui naît du non-respect de dispositions propres aux activités bancaires et financières, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, nationales ou européennes directement applicables, ou qu'il s'agisse de normes professionnelles et déontologiques, ou d'instructions des dirigeants effectifs prises notamment en application des orientations de l'organe de surveillance.

Carrefour Banque est soumis et applique le règlement 575/2013 du Parlement Européen en termes d'obligation réglementaire.

6.2. – Risque de crédit

Le risque de crédit au sein de CARREFOUR BANQUE est le risque qu'un de ses débiteurs ne remplisse pas ses obligations contractuelles. L'insolvabilité des emprunteurs auxquels la société a consenti des fonds est l'un des principaux risques affectant l'activité. A cet effet, CARREFOUR BANQUE s'est tout particulièrement dotée de dispositifs de contrôle de la qualité et de la solvabilité de ses clients tels que :

- un système d'aide à la décision intégrant des outils de scoring, de budget et de référence passées attestant de la qualité de la contrepartie et procède également à la vérification des fichiers négatifs ;
- une gestion active des fonctions recouvrement et contentieux ;
- la mise en place de cession en flux
- des outils de suivi permanent du risque de crédit.

Les provisions assurant la couverture du risque de crédit sont constituées conformément aux règles comptables en vigueur.

Gestion du risque de crédit

Dispositif de sélection des opérations

Le groupe CARREFOUR BANQUE possède son propre réseau de distribution. Les vendeurs du réseau, qui sont formés et sensibilisés aux problématiques liées à la prévention du surendettement et au risque d'exclusion financière, effectuent l'octroi des crédits sur la base de scores et de systèmes experts.

L'organisation

Les équipes risque sont rattachées au département DRCCI qui correspond à la direction des risques de crédit, de la conformité et du contrôle interne. Cette direction regroupe :

1. le risque de crédit :

En charge de la politique d'acceptation, de la gestion des outils d'aide à la décision en matière d'octroi et gestion des dossiers en termes d'orientation des créances en impayés, des estimations des taux de provisionnement (servant de base au calcul du coût du risque incombant à la direction financière), du contrôle de la qualité des actifs sous-jacents, dans le cadre des opérations de titrisation ;

2. les risques opérationnels et la cartographie des risques :

En charge de la création et du maintien de la cartographie des risques et du processus de suivis et de recensements des risques opérationnels ;

3. le contrôle permanent de niveau 2 :

En charge de la mise en place du plan de contrôle de niveau 2, de son exécution et de l'accompagnement des métiers dans le contrôle de niveau 1 ;

4. la conformité :

En charge de veiller à la sécurité financière, au contrôle des PECL, à la protection des intérêts du client, des règles de déontologie et de la veille réglementaire ;

5. la prévention de la fraude et LCBFT :

En charge d'établir les règles et le suivi des dispositifs de prévention de la fraude et de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme.

Cette organisation participe de la volonté de Carrefour Banque de mieux maîtriser ses risques tout en protégeant les intérêts de la clientèle et en respectant les réglementations en vigueur.

Dispositif de mesure et de surveillance des risques

Une gouvernance du risque au travers :

- d'un comité exécutif risque de crédit et d'un comité exécutif Conformité & Contrôle Interne : tenus mensuellement tous les deux avec comme participants communs les membres du Comité Exécutif ainsi que les équipes risque ou conformité en charge de ces sujets ; ces instances décisionnelles statuent sur les questions opérationnelles relatives à la maîtrise du risque de crédit pour le premier et partagent une vision globale et transversale de la situation de l'établissement en matière de maîtrise de contrôle interne, de non-conformité et de contrôle permanent pour le second ;
- du comité des risques Carrefour Banque : il se réunit aussi souvent que nécessaire et au moins deux fois par an. Ce comité spécialisé est composé d'au moins trois administrateurs (dont au moins un administrateur de BNPP PF)

nommés par le Conseil d'administration pour la durée de leur mandat d'administrateur. Toutes les informations sur la situation de la Banque en matière de risques sont présentées lors de ce comité ;

- du Conseil d'Administration : tenu au moins trois fois par an et chaque fois que les circonstances l'exigent, présentation à chaque Conseil de l'évolution du risque ainsi que des plans d'actions liés à la maîtrise du risque crédit (mesures préventives et curatives).

La surveillance du risque au travers des indicateurs de suivi des risques :

- suivi mensuel des impayés par produit en montant ;
- suivi mensuel de l'acceptation : taux de dossiers acceptés avec un zoom entre la décision du système expert et la décision du conseiller, par produit, par canal ;
- suivi mensuel du risque générationnel par canal, par produit, par score à l'octroi, en nombre ou en montant à un horizon de 3 et 6 mois ;
- suivi du profil de la demande et de la transformation de la demande (décision système expert et décision vendeur) ;
- suivi mensuel des roll-rates afin de suivre la dynamique de passage en premier impayé et dans les impayés suivants ;
- suivi mensuel de la charge du risque, des dépôts de surendettement, des orientations PRP et des encours compromis, des transmissions au contentieux et des encaissements en fonction du partenaire contentieux ;
- suivi journalier des efficacités recouvrement interne (nombre d'appels émis et reçus, % régularisations ...) par chargé de clientèle, par chef de groupe, par phase mis à disposition des équipes via « la météo du risque » et externe.

Evènements majeurs à noter sur l'année 2024 :

- Une mise en production d'un nouveau score d'orientation pour la gestion des 1ers impayés entre prestation externalisée et processus interne automatisé
- Un nouveau parcours basé sur l'open banking pour l'octroi de prêts personnels aux prospects

Exigences liées à l'utilisation des systèmes de notations internes pour le calcul des exigences en fonds propres au titre du risque de crédit

La direction des risques a pris la décision, après accord de l'ACPR de revenir en méthode standard depuis 02/2021.

Tests de sensibilité a des scenarios macro-économiques adverses

Mesure d'impact d'un stress test : Scénario Adverse à 100 %

A travers notre modèle Forward Looking, nous estimons la sensibilité de notre coût de risque à un stress macro -économique Adverse. Nous avons décidé de stresser les Roll Rates en remplaçant le scénario Baseline actuel par le scénario Adverse. Cet exercice a pour but de mesurer les effets en cas de dégradation des taux de roll rates dans le futur. Dans ce modèle, des analyses de corrélation ont été menées par Carrefour Banque entre i) des variables économiques tels que le PIB, le taux de chômage ou encore le taux d'emploi et ii) les taux de « Roll Rate ».

L'impact additionnel au 31/12/2024 est estimé à 13.2 M€ sur le coût du risque.

Encours sains

La norme IFRS9 permet de distinguer les encours sains, des encours dit restructurés (reports et des refinancements de crédit total et partiel).

Encours douteux

Le tableau ci-dessous présente le stock des encours douteux, ainsi que les provisions constituées.

(En milliers d'euros.)	2024			2023		
	Encours douteux brutes (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets	Encours douteux brutes (actifs dépréciés et engagements provisionnels)	Provisions sur encours douteux	Total des encours douteux nets
Prêts et créances sur la clientèle	174 927	95 470	79 457	129 093	65 684	63 410
Total des encours douteux	174 927	95 470	79 457	129 093	65 684	63 410

Echéancier des encours douteux

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2024	Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	89 142	24 062	6 068	9 424	46 232	174 927
Dépréciation créances douteuses	45 563	8 403	3 747	6 513	31 245	95 470

Encours douteux par échéance	43 579	15 658	2 321	2 911	14 987	79 457
------------------------------	--------	--------	-------	-------	--------	--------

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2023	Non échu	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 6 mois	De 6 mois à 1 an	Plus de 1 an	Total
Prêts et créances sur la clientèle	64 181	18 824	6 183	20 794	19 111	129 093
Dépréciation créances douteuses	31 971	4 903	3 736	13 149	11 924	65 684
Encours douteux par échéance	32 210	13 921	2 447	7 645	7 187	63 410

6.3. – Risque de taux d'intérêt sur le portefeuille bancaire

Cadre général de la gestion du risque de taux

Le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) désigne le risque sur le capital et les résultats de la banque qui résulterait d'une évolution défavorable des taux d'intérêt affectant les positions du portefeuille bancaire. L'objectif de Carrefour Banque est d'atténuer au maximum ce risque. Le processus de contrôle du risque spécifique de taux s'inscrit dans le processus global de contrôle interne de Carrefour Banque, et mesure, à l'aide d'indicateurs de sensibilité, les impacts des chocs de taux défavorables (translation ou rotation de la courbe des taux par exemple) sur les résultats futurs. Des limites, fixées par le Conseil d'Administration, sont associées à ces indicateurs calculés mensuellement.

Indicateurs internes : deux indicateurs (l'un calculé sur un horizon temporel de 12 mois et l'autre sur la durée totale du portefeuille) sont suivis pour le risque de taux d'intérêt et calculés sur base d'un scénario unique de choc parallèle à la hausse de 200 bps des taux.

Indicateurs réglementaires : la sensibilité de la valeur économique des fonds propres (EVE) et de la marge nette d'intérêt (NII) aux variations des taux d'intérêt est calculée trimestriellement sur base des scénarios affichés dans les orientations de l'ABE sur l'IRRBB (2018).

La direction trésorerie est chargée de la gestion opérationnelle du risque de taux. Elle emprunte les fonds nécessaires pour assurer la continuité de l'activité (émissions d'obligations et de titres de créances négociables, titrisations, prêts interbancaires, etc.), équilibre les actifs et les passifs, tout en gérant et en minimisant l'exposition au risque de taux d'intérêt du portefeuille par l'utilisation d'instruments de couverture appropriés (swaps de taux d'intérêt et options de type « vanille »).

6.4. – Risque de liquidité

Le risque de liquidité du groupe Carrefour Banque est suivi dans le cadre d'une « politique de liquidité » validée par la Direction Générale s'inscrivant dans la politique générale du Groupe.

La situation de refinancement est appréciée à partir de normes internes, d'indicateurs d'alerte et de ratios réglementaires. La gestion du risque de liquidité vise les objectifs suivants :

- Une sécurité de refinancement qui s'appuie sur une évaluation mensuelle de la projection des excédents et ou des besoins de trésorerie en comparant la projection des engagements reçus (en version dite statique ou dynamique) à la projection des encours clients en situation dynamique ;
- Une conformité aux ratios de liquidité Bâle III ;
- Une diversification des sources de refinancement obligataire, titrisation, titres de créances négociables, épargne bilancielle ;
- Un back up de liquidité suffisant.

Note 7. – Rémunération et avantages consentis au personnel

7.1. – Frais de personnel

Le montant des frais de personnel s'élève à 43.6 millions d'euros sur l'exercice 2024 contre 47.5 millions d'euros sur l'exercice 2023.

Les salaires et traitements fixes et variables, ainsi que l'intéressement et la participation, s'élèvent à 28.4 les impôts, millions d'euros (31,8 millions d'euros en 2023), les indemnités de départ à la retraite, charges de retraite et autres charges sociales à 15.2 millions d'euros (15,7 millions d'euros en 2023), et taxes et versements assimilés sur les rémunérations à 3.7 millions d'euros (3.7 millions d'euros en 2023).

7.2. – Avantages postérieurs à l'emploi

Le coût des régimes à prestations définies est déterminé à la clôture de chaque exercice selon la méthode des unités de crédits projetées. Le calcul repose sur une méthode actuarielle intégrant des hypothèses d'évolution des salaires et d'âge de départ en retraite.

Les régimes à prestations définies du Groupe concernent les indemnités de départ à la retraite prévues par les conventions collectives qui sont versées en une seule fois au moment du départ à la retraite. En application de la loi et des conventions collectives en vigueur, le Groupe verse à chaque salarié une indemnité lors de son départ à la retraite, exprimée en nombre de mois de salaire (calculé sur la base du salaire versé au cours des 12 mois précédents le départ en retraite) et fonction de l'ancienneté dans le Groupe.

Charge nette de l'exercice

(En milliers d'euros.)	2024	2023
Coûts des services rendus	- 178	- 1 105
Coûts financiers	280	336
Rendement attendu des actifs de couverture	-	-
Amortissements des écarts actuariels	-	-
Autres éléments	- 3	2
Charges (produits)	99	- 768

Evolution de la provision

(En milliers d'euros.)	Total
Provision au 31 décembre 2023	7 863
Impact au compte de résultat	99
Effet périmètre	-224
Prestations payées directement par l'employeur	-64
Autres	
Provision au 31 décembre 2024	7 674

Evaluation de la dette actuarielle

Obligation ((En milliers d'euros.))	Total
Defined Benefits Obligations (DBO) au 31 décembre 2023	7 863
Provision	7 674
Juste valeur des actifs de couverture	-
Obligation brute	7 674
Ecart actuariels	10 218
Defined Benefits Obligations (DBO) au 31 décembre 2024	17 892

Hypothèses actuarielles

Les hypothèses utilisées pour l'évaluation des engagements relatifs aux indemnités de départ à la retraite sont présentées dans le tableau ci-dessous

Caractéristiques	2024	2023
Age de départ à la retraite	63-64 ans	60 - 65 ans
Evolution des salaires	2.25 %	2.3 %
Taux de charges sociales	61 %	56 %
Taux d'actualisation	3.20 %	3.20 %

7.3. – Autres avantages à long terme

Le Groupe permet à ses salariés d'épargner des jours de congés dans un compte épargne-temps (CET). Les provisions CET au titre des exercices 2024 et 2023 s'élèvent respectivement à 1.3 million d'euros.

En 2023 le montant exact était de 1 321,8 k€ (soit 1,3 Me) en 2024 le montant s'élève à 1 253,8 k€ (soit 1,3 Me)

7.4. – Rémunération des dirigeants

La rémunération des principaux dirigeants allouée aux organes d'administration et de direction s'élève à 2.092 millions d'euros pour l'exercice 2024, contre 1.935 million d'euros pour l'exercice 2023.

Note 8. – Engagements de financement et de garantie

8.1. – Engagements de financement

Valeur contractuelle des engagements de financement donnés ou reçus par le Groupe :

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de financements donnés		
- aux établissements de crédit	132 500	522 000
Engagements de couverture	132 500	522 000
- à la clientèle	2 065 372	1 957 767
Ouverture de crédits confirmés	2 065 372	1 957 767
Engagements de couverture	-	-
- nantissement	2 722	2 816
- sur titres	414 000	414 000
Total des engagements de financements donnés	2 614 594	2 896 583
Engagements de financements reçus		
- des établissements de crédit	4 194 000	4 438 500
Engagements de couverture	2 619 000	2 813 500
Engagements au titre des refinancements disponibles	1 575 000	1 625 000
Total des engagements de financements reçus	4 194 000	4 438 500

8.2. – Engagements de garantie donnés et reçus par signature

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements de garantie donnés		
D'ordre des établissements de crédit	-	-
D'ordre de la clientèle	2 663	2 419
- Cautions administratives et fiscales et autres cautions	2 663	2 419
Total des engagements de garantie donnés	2 663	2 419
Engagements de garantie reçus		
Cautions reçues	300 115	115
Total des engagements de garantie reçus	300 115	115

8.3. – Autres engagements de garantie

Les autres engagements de garantie sont nuls au 31 décembre 2024 comme au 31 décembre 2023.

Note 9. – Informations complémentaires

9.1. – Evolution du capital

En mars 2024, Carrefour Banque a procédé à une augmentation de capital d'un montant de 49 985 573,20 euros (souscrite à 60 % par Carrefour et 40 % par BNP Personal Finance), par élévation de la valeur nominale des 6 614 184 actions composant le capital social de la société.

9.2. – Variation de la part du groupe et des actionnaires minoritaires dans le capital et les réserves des filiales

Le Groupe Carrefour Banque n'a pas d'intérêts minoritaires dans ses comptes consolidés.

9.3. – Regroupement d'entreprises

Aucun regroupement d'entreprises n'a été opéré en 2024.

9.4. – Relations avec les autres parties liées

Les transactions opérées entre le groupe CARREFOUR BANQUE et les parties qui lui sont liées, les groupes CARREFOUR et BNP Paribas, sont réalisées aux conditions de marché prévalant au moment de la réalisation de ces transactions. Les tableaux ci-après présentent les encours existants en fin de période ainsi que les éléments de résultat liés aux opérations réalisées avec les autres sociétés des groupes CARREFOUR ET BNP Paribas.

Encours des opérations réalisées avec les parties liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	BNP PF	CARREFOUR	BNP PF	CARREFOUR
Actif				
Prêts, avances et titres				
Comptes ordinaires	4 177	-	3 286	-
Prêts	-	312 280	-	1 059 568
Actifs divers	21	22 294	930	26 634
Total	4 198	334 574	4 216	1 086 202
Passif				
Dépôts				
Comptes ordinaires	-	9	-	9
Autres emprunts	-	-	-	-
Passifs divers	135	19 599	609	33 950
Total	135	19 608	609	33 959
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement reçus	532 500	400 000	532 500	400 000
Autres engagements de garantie				
Autres engagements de garantie reçus	125 000	-	115	-

Eléments de résultat relatif aux opérations réalisées avec les parties liées

(En milliers d'euros.)	31/12/2024		31/12/2023	
	BNP PF	CARREFOUR	BNP PF	CARREFOUR
Intérêts et produits assimilés	73	5 341	294	5 757
Intérêts et charges assimilées	-813	-18 624	-959	-15 754
Commissions (produits)	1 364	-	1 149	-
Commissions (charges)	-3 360	-	-3 247	-
Total	-2 736	-13 283	-2 763	-9 997

9.5. – Echancier par maturité

Le tableau qui suit présente les soldes au bilan des actifs et passifs financiers par date d'échéance contractuelle. L'échéance des actifs financiers évalués à la juste valeur par résultat et des actifs disponibles à la vente est réputée « non déterminée » dans la mesure où ces instruments financiers sont susceptibles d'être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle. Les instruments dérivés sont également réputés à échéance « non déterminée » incluant le CVA et le DVA.

(En milliers d'euros.) au 31 décembre 2024	Non déterminé	JJ et à vue	De JJ (exclu) à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Caisse, Banques centrales et CCP	-	828 174	-	-	-	-	828 174
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6 011	-	-	-	-	-	6 011
Instruments financiers dérivés de couverture	143	-	-	-	-	-	143
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	22 409	-	-	-	-	-	22 409
Prêts et créances sur établissements de crédit au coût amorti	-	42 905	311 000	-	-	-	353 905
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	-	210 955	112 116	245 731	669 517	113 832	1 352 151
Titres au coût amorti	-	14	-	-	414 000	-	414 014
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-	-	-	-	-	-	-
Actifs financiers par échéance	28 564	1 082 048	423 116	245 731	1 083 517	113 832	2 976 808
Banques centrales et CCP	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6 008	-	-	-	-	-	6 008

Instruments financiers dérivés de couverture	5 152	-	-	-	-	-	5 152
Dettes envers les établissements de crédit	-	22 009	-	366 636	-	-	388 645
Dettes envers la clientèle	-	21 490	383 272	606	-	-	405 368
Dettes représentées par un titre	-	11 546	20 000	990 400	837 768	-	1 859 714
Dettes subordonnées	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers par échéance	11 161	55 045	403 272	1 357 642	837 768	-	2 664 888

9.6. – Valeur de marché des instruments financiers comptabilisés au coût amorti

Les éléments d'information mentionnés dans cette note doivent être utilisés et interprétés avec la plus grande précaution pour les raisons suivantes :

- ces valeurs de marché représentent une estimation de la valeur instantanée des instruments concernés au 31 décembre 2024. Elles sont appelées à fluctuer d'un jour à l'autre du fait des variations de plusieurs paramètres, dont les taux d'intérêt et la qualité des crédits des contreparties. En particulier, elles peuvent être significativement différentes des montants effectivement reçus ou payés à l'échéance des instruments. Dans la plupart des cas, cette valeur de marché réévaluée n'est pas destinée à être immédiatement réalisée, et ne pourrait en pratique pas l'être. Elle ne représente donc pas la valeur effective des instruments dans une perspective de continuité de l'activité du groupe CARREFOUR BANQUE ;
- la plupart de ces valeurs de marché instantanées ne sont pas pertinentes, donc ne sont pas prises en compte, pour les besoins de la gestion des activités du groupe CARREFOUR BANQUE qui utilisent les instruments financiers correspondants.

(En milliers d'euros.)	31 décembre 2024		31 décembre 2023	
	Valeur au bilan	Juste valeur estimée	Valeur au bilan	Juste valeur estimée
Actifs financiers				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	353 905	353 879	1 113 926	1 113 801
Prêts et créances sur la clientèle	1 352 151	1 351 602	1 467 063	1 465 804
Passifs financiers				
Dettes envers les établissements de crédit	388 645	388 563	361 676	361 638
Dettes envers la clientèle	405 368	405 336	290 521	290 488
Dettes représentées par un titre	1 859 714	1 859 040	2 308 771	2 306 798

La valeur de marché d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normales.

Les valeurs de marché des actifs et passifs mentionné dans le tableau ci-dessus ont été déterminé selon la méthode des flux de trésorerie disponibles.

9.7. – Information sur les intérêts détenus dans d'autres entités

Carrefour Banque a procédé à l'intégration de sa filiale La Financière Pass, dans ses comptes clos au 31 décembre 2024, suite à la Transmission Universelle de Patrimoine en date du 4 décembre 2024.

Au 31/12/2024 Carrefour Banque ne détient plus aucun intérêt dans d'autres entités.

9.8. – Implantations à l'étranger

Carrefour Banque ne détient pas de filiale et de succursale à l'étranger au 31 décembre 2024

9.9. – Honoraires d'audit

(En milliers d'euros.) (TTC)	DELOITTE	FORVIS MAZARS
Services de certification des comptes	184	155
Certification des informations en matière de durabilité	45	45
Missions et prestations autres que la certification des comptes et des informations en matière de durabilité	12	11
Total honoraires audit	240	211

Les missions et prestations autres que la certification des comptes et des informations en matière de durabilité fournis par les Commissaires aux comptes à Carrefour Banque correspondent principalement aux diligences liées à des procédures prévues par la réglementation ou des attestations.

9.10. – Evénements postérieurs à la clôture

Suivant acte sous seing privé en date à Paris du 14.04.2025, la Société Carrefour Banque SA a cédé à la Société Lucya la totalité de son fichier clients et de son portefeuille de contrats d'assurance vie dépendant de son fonds de commerce. La date de l'entrée en jouissance a été fixée rétroactivement au 1^{er} avril 2025.

VII. — Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Carrefour Banque relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Evaluation des dépréciations des crédits à la clientèle

Risque identifié et principaux jugements

Le groupe Carrefour Banque est exposé aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultent de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers et le groupe comptabilise des dépréciations pour tenir compte des risques de crédit inhérents à ses activités.

Les provisions sont déterminées à partir des calculs de pertes attendues conformément à la norme IFRS 9 :

- pour les encours classés en catégorie 1 : en l'absence d'augmentation significative du risque de crédit à compter de la date de comptabilisation initiale, calcul des pertes attendues à 1 an ;
- pour les encours classés en catégorie 2 (dégradation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale) et en catégorie 3 (risque de crédit avéré) : calcul des pertes attendues à maturité.

L'estimation des pertes de crédit attendues et avérées requiert l'exercice de jugement, notamment pour :

- estimer le montant des pertes attendues en
- fonction des différentes catégories en tenant compte des mesures de soutien et de l'absence de situation historique comparable ;
- apprécier la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours dans les différentes catégories.

Nous avons considéré l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation de la dépréciation des crédits comme un point clé de l'audit, du fait de l'importance des jugements et estimations dans le processus de détermination des pertes attendues, en particulier dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par des tensions géopolitiques et économiques.

Le stock de dépréciation à l'actif sur les encours de crédits s'élève à 166 M€ au 31 décembre 2024. Le coût du risque sur l'exercice 2024 s'élève à 109,2 M€.

Se référer aux notes 1 et 3.1 (volet 2) des principes comptables ainsi que les notes 4.6 – Prêts, créances et dettes sur la clientèle et 5.5 – Coût du risque de l'annexe aux comptes consolidés du groupe.

Notre approche d'audit

Nous avons réalisé les travaux suivants :

- Avec l'appui de nos experts en risque de crédit :
 - Revue méthodologique du modèle de provisionnement, y compris recalibrage des paramètres
 - Examen de la politique et du résultat des backtestings
 - Contre-calcul des dépréciations pour risque de crédit sur un échantillon de contrats et vérification du staging
- Revue du dispositif de contrôle interne entourant le processus d'octroi de financement et le processus de provisionnement
- Avec l'appui de nos experts informatiques, revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et fiabilisation de l'état des provisions
- Rapprochement comptabilité-gestion des encours et des provisions associées
- Rationalisation des évolutions du coût du risque
- Recalcul exhaustif des intérêts avec l'appui de nos équipes DATA
- Revue de l'information financière publiée dans l'annexe aux comptes consolidés.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Carrefour Banque par l'Assemblée générale du 25 mai 2014 pour le cabinet Deloitte & Associés et du 5 mai 2021 pour le cabinet Forvis Mazars.

Au 31 décembre 2024, le cabinet Deloitte & Associés était dans la 21^{ème} année de sa mission sans interruption et le cabinet Forvis Mazars dans la 4^{ème} année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les

articles L.821-27 à L.821 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Les Commissaires aux comptes,
Paris-la-Défense, le 15 mai 2025

Forvis Mazars S.A.
Alexandra KRITCHMAR
Associée

Deloitte & Associés
Anne-Elisabeth PANNIER
Associée

VIII. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion du conseil d'administration approuvé par l'assemblée générale mixte du 30 mai 2025 est à la disposition du public par courrier adressé au siège social de la société CARREFOUR BANQUE : ZAE Saint Guénault, 1 Rue Jean Mermoz - 91000 EVRY-COURCOURONNES.